BIMENSUEL 3 F

l'Humanité Rouge

oir
ges 6,7,19.

L'accord
de la Métallurgie
auvais coup pour les ouvriers

No 36 du 24 août au 7 septembre 1978
Supplément à l'Humanité rouge No 918

PRAGUE 68

L'agression soviétique



Souscription pour les 100 millions

Continuer pendant l'été

Nous avons annoncé au début de l'année que la souscription devrait atteindre la somme de 100 millions anciens d'ici à la fin 1978.

C'est une somme extrêmement importante et nous savions qu'il ne serait pas facile de l'atteindre. Une telle souscription s'avère cependant indispensable pour que notre presse puisse jouer son rôle.

Rappelons à ce sujet les campagnes auxquelles elle a contribué depuis le début de l'année.

Dès janvier-février elle a joué un rôle important dans la bataille électorale portant à la connaissance de l'ensemble des lecteurs le déroulement de cette bataille dans diverses régions de France. Elle a popularisé et expliqué largement le sens de notre participation à la bataille électorale et contribué ainsi à mobiliser les travailleurs.

A peine les élections terminées notre presse s'est ensuite efforcée de jouer son rôle dans la bataille « *Contre le gouvernement Giscard-Barre, pour sortir de l'impasse des partis de gauche, s'unir dans la lutte, s'organiser avec le parti des ouvriers et paysans, le parti marxiste-léniniste* ».

En septembre il sera indispensable d'améliorer encore la qualité de notre presse, sa participation aux campagnes menées par les Communistes marxistes-léninistes de France, de permettre aux journalistes de faire de nombreux reportages, etc.

Or la somme recueillie actuellement ne se monte qu'à 202 730 F soit un cinquième de l'objectif fixé alors que nous devons faire face à de nombreuses échéances immédiates.

C'est pourquoi nous demandons à tous nos lecteurs de continuer auprès des travailleurs, de leurs amis et connaissances, l'effort de souscription durant les mois d'été. Cela est indispensable pour que notre presse puisse continuer à mener la bataille politique dans des conditions satisfaisantes.

Houa Kouo-feng en Roumanie

Un voyage très important

Le président Houa Kouo-feng s'est rendu en Roumanie où il a été accueilli chaleureusement par le peuple roumain et a eu d'importants entretiens avec les dirigeants roumains.

Le voyage conduit ensuite le président Houa en Yougoslavie puis en Iran.

Ce voyage revêt une grande importance et nous y reviendrons longuement dans nos prochaines parutions.

Voici quelques extraits de l'allocution du secrétaire général Nicolae Ceausescu au banquet en l'honneur du président Houa Kouo-feng :

« *Nous assistons en même temps (que « s'affirme toujours plus puissante la volonté des peuples de se développer librement et indépendamment...») à l'exacerbation des contradictions sur le plan mondial, comme résultat de l'intensification des tendances à un nouveau partage des zones d'influence, de la promotion de la politique de domination en différentes parties du monde (...)*

» *Vu que c'est d'Europe qu'ont éclaté au cours de ce siècle les deux guerres mondiales et qu'à présent les plus grands arsenaux et effectifs militaires que l'histoire ait connus y sont concentrés, nous sommes profondément intéressés à l'instauration d'un climat de sécurité et de paix sur ce continent...* »

En réponse, le président Houa Kouo-feng a déclaré :

« *Aujourd'hui nous avons pour objectif commun de sauvegarder l'indépendance et la souveraineté et d'édifier le socialisme, ce qui nous unit encore plus étroitement (...) Depuis de nombreuses années, la coopération amicale entre nous a accusé un développement satisfaisant dans tous les domaines.* »

L'un et l'autre se sont félicités des succès remportés par les deux pays dans tous les domaines, succès qui « *représentent une contribution importante à l'accroissement du prestige du socialisme dans le monde* » comme l'indiqua le Secrétaire général du PC roumain Nicolae Ceausescu.

Abonnement au bimensuel

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.
Nom : . . . . Prénom : . . . .
Rue : . . . . Commune : . . . .
Code Postal : . . . .
Adressez-vous à l'« Humanité rouge »
BP 61 75861 Paris Cedex 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D La Source

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro

Editorial

Dossier

Nouvelles intérieures

International

La France des luttes

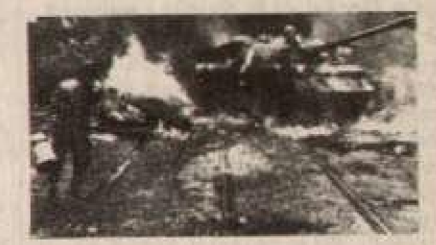
Informations générales

Culturel



L'accord de la métallurgie : mauvais coup pour les ouvriers Pages 6-7-19

Il y a dix ans, les chars russes à Prague. Pages 29-30-31-33



L'Humanité rouge
BP 61
75861 Paris Cedex 18
CCP : 30 226 72 D La Source
Commission paritaire No 57952
Distribution NMPP
Dépôt légal 3e trimestre 78
Directrice de publication
Suzanne Marty.

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Henri Jour. *Rédacteurs* : Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Pierre Delaube, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Forest, Serge Laforge, Guy Lebreton, Philippe Leclerc, Evelyne Le Guen, Catherine Lemaire, Yves Lepic, Pierre Marceau, Henri Mazereau, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaire de rédaction et maquettiste* : Guy Lanrivain. *Administration* : Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle*. *Directrice de publication* : Suzanne Marty.

Du programme commun à l'Elysée

La trajectoire normale d'un radical

L'acceptation par Fabre de la mission sur le chômage que lui a proposée Giscard est une nouvelle illustration qu'une page est définitivement tournée à gauche. Au temps de la lune de miel entre partis de gauche, Fabre avait déjà rendu visite à Giscard mais cela était resté sans suite. Cette fois, il n'en est pas de même. C'est que depuis un an, bien des choses ont changé dans le paysage politique français.

Dernier rallié à l'Union de la gauche, Fabre avait été le premier à rompre avec les dirigeants du PCF devenus subitement moins conciliants en septembre 1977 qu'au moment de la signature du Programme commun de 1972. Puis le 19 mars dernier, au soir du second tour des législatives, Fabre a annoncé la couleur : « *Je me considère comme délié des engagements du Programme commun.* », déclarait-il. On sait que cette rupture était imitée quelque temps plus tard par le PS. Le glas de l'Union de la gauche avait sonné ce soir-là.

Le projet d'une gauche excluant le PCF

Aujourd'hui à gauche, l'heure est à l'élaboration de nouvelles orientations. Les anciennes ont vécu. Fabre continue à se réclamer, non plus de l'Union de la gauche (et pour cause !) mais de la gauche tout court. La nuance est d'importance puisque la gauche en question exclut le PCF. Pour Fabre, il s'agit, semble-t-il, de mettre sur pied une gauche social-démocrate et centriste autonome où les radicaux de gauche auraient donc une part prépondérante. Un tel projet répond évidemment aux vœux de Giscard et des hommes actuellement au pouvoir. Si pour l'instant, le projet de Fabre ne recouvre pas exactement celui de Giscard, son projet est de reconstruire une majorité centriste pouvant aller, le cas échéant, jusqu'aux socialistes.

Pourtant, les deux projets vont dans le même sens. Les dernières élections qui ont vu la renaissance du centrisme ont donné corps au projet giscardien. Placés traditionnellement à la charnière de la droite et de la gauche des partis bourgeois, il est dans l'ordre des choses que des radicaux de gauche soient très sensibles à la « réussite » électorale du centrisme giscardien. Ils espèrent trouver dans le dialogue avec le pouvoir des perspectives intéressantes pour eux.

Tout un courant derrière Fabre

Dans cette affaire, Fabre n'est pas aussi isolé qu'il en a l'air. Au sein même des radicaux de gauche, tout un courant l'appuie, le tiers environ du Mouvement. Il est certain que dans le PS lui-même, certains dirigeants se réjouissent de cette initiative et la suivent avec intérêt. Elle va en effet dans le sens d'une gauche social-démocrate indépendante du PCF que certains souhaitent ardemment. Telles sont donc les tendances nouvelles que révèle la mission de Fabre.

Les dirigeants du PCF condamnés à l'union avec Fabre et Mitterrand

La dénonciation virulente contre Fabre à laquelle se livre la direction du PCF, en prenant d'ailleurs pour cible le PS, ne doit tromper personne. L'amorce d'une autre stratégie que laisse entrevoir Fabre, c'est l'écroulement de l'Union de la gauche qui s'accentue . Les dirigeants du PCF avaient été les principaux artisans de cette union par laquelle ils espéraient arriver un jour au pouvoir. Or, voilà que les partis qu'ils avaient remis en selle après 1968 font aujourd'hui cavaliers seuls.



Fabre à la sortie de l'Élysée le 4 août

Quelle union construire ?

S'il est une leçon à retenir des démarches de Fabre, c'est que l'unité de la classe ouvrière et du peuple n'a rien de commun avec l'unité pratiquée par les dirigeants du PCF, avec les états-majors du PS et des radicaux de gauche. En acceptant la mission sur le chômage, Fabre n'a-t-il pas déclaré que les 90 % d'indemnités de chômage incitaient les travailleurs licenciés à ne pas chercher du travail ? Peut-on espérer abattre le système avec de tels politiciens ? Aujourd'hui malgré l'échec de l'Union de la gauche, malgré la preuve que ni un Fabre, ni un Mitterrand ne veulent changer de régime, la direction du PCF prétend offrir comme perspective aux travailleurs l'union avec les mêmes mais construite par en bas.

La preuve est faite que c'est là une voie conduisant à l'échec. L'unité des travailleurs se construit à la base certes mais non dans des buts électoraux. Elle s'édifie dans la lutte contre les licenciements, le blocage des salaires, contre les exploiteurs et les politiciens à leur service.

Henri MAZEREAU

10 ans après l'agression soviétique en Tchécoslovaquie

Guerre à la guerre !

Il y a dix ans, l'URSS envahissait la Tchécoslovaquie, donnant ainsi témoignage des changements contre-révolutionnaires survenus au pays de la Révolution d'Octobre.

Ces changements dont le peuple russe lui-même souffrait déjà depuis des années, qui avaient conduit le président Mao Tsé-toung à qualifier, dès 1964, le régime russe non plus de socialiste mais de « *dictature de la grande bourgeoisie de type hitlérien* », ces changements trouvaient en ce mois d'août 1968 une confirmation concrète qui n'a cessé depuis de s'affirmer : l'URSS apparaissait désormais ouvertement pour ce qu'elle était devenue : *un pays agressif, dominateur, impérialiste.*

La puissante base économique édifiée sous le socialisme du temps de Lénine et de Staline par le peuple soviétique fournissait maintenant des armes pour l'agression et la soumission d'autres peuples.

Les pays d'Europe de l'Est, l'URSS en faisait sa chasse gardée et s'arrogeait le droit d'y faire la loi, y compris par la force.

Dix ans après, les troupes soviétiques sont toujours en Tchécoslovaquie.

Au nom de la lutte contre l'impérialisme, les dirigeants russes envoient conseillers militaires, espions partout dans le monde. Des Seychelles à l'Afganistan en passant par le Yémen, ils fomentent complots et coups d'État dans les pays du tiers monde. Profitant des difficultés dues à une longue domination coloniale et à de dures luttes de libération, ils cherchent à faire tomber dans leur dépendance ce des pays libérés du joug de l'impérialisme yankee : ils ont pris dans les filets de leur Comecon Cuba et maintenant le Vietnam et s'en servent pour semer en Afrique, en Asie, division et guerres entre petits pays, entre pauvres de la terre.

Ce que faisait et fait toujours leur rival américain au nom de la « défense du monde libre », ils le font à leur tour au nom de la « défense du socialisme et du progrès » : les deux superpuissances sont bien en ce monde les deux ennemis principaux des peuples.

Mais durant ces dix années, les USA, encore en 1968 les gendarmes No 1 du monde, ont connu de sévères défaites : chassés d'Indochine, sous le feu convergent d'un tiers monde resserrant contre eux ses liens, en butte aussi à la résistance à leur diktat des pays d'Europe occidentale, du Japon, ils se trouvent largement sur la défensive.

Quant au nouveau grand, l'URSS de Brejnev, il ne se contente plus de sa zone d'influence en Europe de l'Est. Les discours de ses dirigeants sur la détente et la paix se multiplient au rythme des complots et troubles qu'il fomente aux quatre coins du monde. Et comme le bruit des canons couvre trop souvent ses discours de paix, il en vient à attribuer à d'autres ses propres ambitions : ainsi, au moment où il annexe au Comecon le Vietnam, après l'avoir poussé à l'agression contre le Kampuchea, il mène campagne pour accuser la Chine d'expansionnisme en Asie ! C'est la Chine qui serait une superpuissance, avec même des visées sur les Balkans ! Pourquoi pas sur la Tchécoslovaquie !

Ces voleurs qui crient au voleur, ce sont eux qui déclaraient hier la guerre au peuple tchèque et le soumettent encore par la force à leur domination. Aujourd'hui par Cuba et maintenant Vietnam interposés, et de plus en plus directement aussi, ce sont eux qui déclarent la guerre contre d'autres peuples pour les dominer.

L'URSS est aujourd'hui le premier fauteur de guerre. A ceux qui ne voient pas le danger, il faut expliquer sans relâche ce qu'est devenue l'URSS.

A ceux qui croient et font croire que se cacher les yeux éloignera le danger et qu'il vaut mieux joindre sa voie aux chantres de la détente, il faut rappeler les leçons de l'histoire, celles d'il y a quarante ans, quand se préparait Munich et qu'approchait la Seconde Guerre mondiale.

Il faut combattre la guerre !

Pour cela, il faut dénoncer sans cesse ceux qui la préparent, préparent d'autres mois d'août pour d'autres Prague !

Il faut unir le peuple, travailler à l'unité de tous les peuples du monde et soutenir ce qui va dans ce sens contre l'hégémonisme des superpuissances, pour le Front uni mondial le plus large contre elles !

Cela est urgent et vital pour l'avenir de notre peuple et de la révolution : meilleure sera sa préparation et plus solide son unité avec les autres peuples, moins lourds seront les sacrifices quand, tôt ou tard, la guerre s'étendra au monde, plus profonde et rapide sera la victoire contre ceux qui l'auront allumée.

Jacques DUROC

L'accord de la métallurgie

Patrons satisfaits ...

Lundi 7 août, François Ceyrac, *« le patron des patrons »*, se félicitait publiquement des quarante-et-un accords signés depuis fin juin entre représentants patronaux et responsables syndicaux.

Pourquoi est-ce que ce sont de mauvais coups ? Pour l'expliquer, nous allons examiner en détail l'« accord » réalisé dans la métallurgie le 19 juillet.

Le 20 juillet, la grande presse se félicitait que cet accord ait été signé par *tous* les syndicats et les patrons de l'UIMM. (1)

Que contient-il ?

Cet accord est en réalité un *« accord-cadre »* prévoyant *« l'institution d'une rémunération annuelle garantie »*. Cet « accord » doit déboucher sur quatre-vingt quatorze négociations au niveau des quatre-vingt quatorze chambres patronales.

Jusqu'ici, il existait un SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissance). Cette nouvelle appellation vise ni plus ni moins à faire disparaître la notion de SMIC.

Comment sera déterminée cette rémunération annuelle garantie ?

« Avant la fin du premier trimestre 1979, le montant annuel de la garantie sera déterminé, pour 1979, compte tenu des perspectives d'évolution de la situation économique régionale et du coût de la vie, par accord collectif territorial fixant, en outre, pour la vérification en cours d'année prévue à l'article 7 (2) un chiffre prenant en considération le caractère qui peut être inégal du montant des salaires d'une période sur l'autre : par suite cet accord territorial fixera un chiffre pour le premier semestre et le montant de la rémunération annuelle garantie pour 1979. » (3)

Donc, en fait, il sera très facile aux patrons d'invoquer la *« mauvaise conjoncture »*, les *« désordres économiques »*, les *« difficultés d'investissements »*, etc. L'employeur pourra ainsi limiter la rémunération annuelle garantie (RAG) à ce qu'il estime, lui, juste de donner. Et pour cela, bien sûr, il brandira comme un bâton contre ses ouvriers cet accord-cadre signé par les leaders syndicaux.

De fait, on aura des RAG par région, par branche, par sous-branche et toutes seront différentes. Il sera donc plus difficile de mobiliser les travailleurs sur des revendications salariales communes.

Cela permettra aussi le morcellement des luttes par les grands leaders syndicaux arguant du prétexte que si la RAG est moins forte dans telle branche que dans telle autre, c'est de la faute aux ouvriers qui ne sont pas combatifs et aux patrons qui sont *« intransigeants »*.

Les exclus

De nombreux travailleurs sont exclus de cet « accord-cadre » : les intérimaires, les sidérurgistes, les licenciés. Les intérimaires parce que le code du travail est là pour. (Code du travail article L.I.244 et suivants). Les sidérurgistes, eux, ont des conventions collectives différentes et avec les 14 000 licenciements prévus, il serait malvenu de parler de RAG. Quant aux licenciés, ils font partie de ce qu'on appelle les *« impondérables de la vie économique »*.

Pour les jeunes et les handicapés, ils auront les abattements dûs à leur âge ou à leur situation de handicapés.

En ce qui concerne les maladies, on calculera ce que l'ouvrier aurait dû gagner. Dans le texte, il est parlé de *« rémunération brute, fictive »*. Cette somme fictive qu'il aurait gagnée pendant son absence entrera en ligne de compte dans la RAG.



Émile Boursier, chef de la délégation patronale de la sidérurgie, sort souriant de la négociation. Les syndicats ont tous signé. Ce résultat semble dépasser les espoirs du patronat.

Comment peut-on justifier sa signature ?

Nous savons par expérience que nous n'avons pas grand-chose de bon à attendre de syndicats comme FO ou la CGC. Depuis qu'ils ont été créés, ils se sont toujours évertués à venir en aide aux patrons.

Mais que la CGT ou la CFDT signent, voilà qui est plus surprenant, du moins en apparence... Pour la direction confédérale de la CFDT, qui part du principe qu'il vaut mieux discuter avec ceux qu'on a en face de soi plutôt que d'attendre une victoire de la gauche, cette série de discussions-marathon à froid a du bon.

Pire même, Michel Rolant (4), dans *Le Monde* du 20 juillet 1978, pages 1 et 23, dans un long article, part en guerre contre ceux qui entretiennent des illusions sur l'état réel de la combativité des travailleurs. Il déclare notamment : *« La CFDT n'a pas voulu "raconter des histoires" aux travailleurs. Compte tenu de la situation politique et économique et de l'état de mobilisation sociale, elle n'a pas voulu entretenir des illusions. »* (5)

Tout est de la faute des travailleurs qui ont tant attendu des élections. Maintenant, ce pauvre Michel Rolant est *« obligé »* de négocier. Dans l'art d'inverser le vrai et le faux, il est assez fort.

Mauvais coups contre les ouvriers

Quant aux dirigeants CGT, leur position est encore plus cynique. Tout d'abord, ils ont une position de *« fond »*. Ils n'auraient pas signé si la CFDT avait refusé de signer. Vu qu'ils restaient tout seuls, ils n'ont pu que signer.

D'où ils en viennent à dire : *« Si nous n'avions pas paraphé ce texte, nous n'aurions pu participer aux négociations dans les quatre-vingt quatorze chambres à partir de septembre. Or, nous voulons être présents jusqu'au bout. Et selon le résultat de ces discussions, il est possible que la CGT signe l'accord dans certains départements* – il y a quand même de bons patrons (NDLR) – *et pas dans les autres. »* (6).

C'est pire que tout, c'est livrer les travailleurs au patronat. Et comment peut-on expliquer un tel comportement quand on a osé dire auparavant : *« ... En fait, cet accord est vide, pour l'instant, de tout contenu. Aucun des 2 600 000 métallos ne peut prétendre aujourd'hui à une quelconque augmentation. »* (7).

Ceci d'ailleurs est faux. Il n'est pas vide. Il est plein d'attaques contre les acquis des travailleurs. En fait, que ce soient les dirigeants CGT ou CFDT, tous sont préoccupés par l'évolution de la situation à la rentrée.

Tout comme les patrons, ils s'attendent à passer de mauvais moments. Alors, pour mieux affronter la tempête et l'enrayer, ils ont profité de la *« trêve de l'été »* pour signer des tas d'accords qui immobilisent les travailleurs.

Cette politique des dirigeants syndicaux n'a jusqu'ici conduit qu'à deux choses : l'échec des luttes d'avant-l'été et une désyndicalisation relativement grave.

LEPIC Yves

(1) UIMM : Union des industries métallurgiques et minières qui regroupe les patrons de la métallurgie. Ce sont les anciens maîtres des forges qui, avant-guerre, avaient financé un journal quotidien *Le temps*.
(2) Article 7 de l'accord national du 19 juillet 1978. Il a trait aux vérifications semestrielles.
(3) Extrait de l'article 4 de l'accord intitulé *Fixation de la rémunération annuelle garantie*.
(4) Michel Rolant est secrétaire confédéral de la CFDT.
(5) Extrait du texte paru dans *Le Monde*.
(6) Interview d'André Sainjon de la CGT à François Voisin dans *Le Matin* du 20 juillet 1978.
(7) Idem.

DOCUMENT

Lettre confidentielle de Barre aux ministres et secrétaires d'Etat

LE PREMIER MINISTRE

A

MESDAMES et MESSIEURS LES MINISTRES
et SECRETAIRES D'ETAT

Objet : Situation des finances publiques.

L'examen de la situation financière de l'Etat me conduit à vous faire part de mes très vives préoccupations sur l'exécution du budget de 1978, ainsi que sur les perspectives financières au prochain exercice.

... Pour éviter que les difficultés budgétaires qui attend l'Etat au 2ème semestre de 1978 n'atteignent des niveaux insurmontables pour notre économie, je vous fais part de mon intention d'adopter une position résolument et systématiquement négative, face aux innombrables demandes qui continuent à être présentées, comme si les administrations pouvaient continuer à se comporter comme par le passé.

... Je vous demande en conséquence de sensibiliser l'administration et, à travers elle, l'ensemble du corps social à la nécessité d'une adaptation de notre pays au nouveau contexte économique et financi[er] comme vous l'a rappelé récemment le Président de la République.

...Vous voudrez bien porter ces indications à la connai[s]sance des directeurs et chefs de service placés sous votre autorité. Vous devrez les convaincre que, pour longtemps, rien ne sera plus comm[e] avant et qu'ils doivent en tirer toutes conséquences pour l'exercice de leur autorité sur les administrations. Vous attirerez fermement leu[r] attention sur le sens des responsabilités dont ils doivent faire preuv[e] dans la gestion financière de leurs services.

En bref

Le prix du pain libéré

Samedi 12 août le prix du pain était « libéré ». C'est là l'une des conséquences de la libération des prix industriels, des services, de l'artisanat et du commerce. Pour donner une idée de l'ampleur de la « libération des prix », il faut savoir que le prix du pain n'avait pas cessé d'être taxé depuis 1791, il y a donc 187 ans.

Cette liberté du prix du pain aura une première conséquence pour le consommateur: l'augmentation de son prix. Le président de la Confédération nationale de la boulangerie a déclaré qu'il ferait tout pour éviter une hausse excessive. Il n'empêche que dans certaines boulangeries le pain appelé « au levain » dont le prix avait été libéré plus tôt est vendu 50 % plus cher que la baguette. Souvent, il n'y a pas plus de levain dans ce pain que dans le pain ordinaire. L'hebdomadaire *L'Express*, outre ce fait, indique aussi qu'en Allemagne le prix du pain est libre et cela a pour conséquence qu'il coûte deux fois plus cher qu'en France avant la taxation. Compte tenu de la part du pain dans l'alimentation des travailleurs, la hausse du prix du pain va encore exiger des sacrifices pour les familles les plus pauvres.

Une autre conséquence de la libéralisation du prix du pain est la ruine des petits boulangers. Les boulangeries industrielles qui ont la possibilité de produire avec des coûts moins élevés car elles sont plus mécanisées que les boulangeries artisanales pourront vendre à des prix plus bas que ces dernières et les amener à la faillite. D'où la concentration de cette industrie. Les grandes surfaces sont les premières bénéficiaires de cette mesure destinée à leur livrer la plus grosse partie du marché.



Une conséquence de la libéralisation du prix du pain : la ruine des petits boulangers.

Talc Morhange
Le scandale continue

En été 1972 éclatait l'affaire du talc Morhange. Vendu par la société Morhange, ce talc contenait de l'hexachlorophène. Il était utilisé pour les soins des nourrissons. Trente-six bébés trouvaient ainsi la mort en 1972 et cent quarante-cinq autres restaient handicapés. Parmi ces derniers une dizaine seront handicapés et mutilés à vie.

Les sociétés Morhange et Sético (conditionnement) étaient inculpées. Quatre ans plus tard, la firme Givaudan (fournisseur de l'hexachlorophène) était à son tour jugée pour ne pas avoir inscrit sur les fûts le nom d'hexachlorophène.

Or, voilà qu'aujourd'hui le dénouement approche. Les sociétés Morhange et Sético sont insolvables. Ne pouvant payer, elles ne paieront pas ! La société Givaudan seule aujourd'hui peut être poursuivie. Elle vient d'offrir aux parents de chaque victime 25 000F par bébé décédé, quelques milliers de francs pour une incapacité d'un mois et un maximum d'un million et demi pour les quatre familles ayant un enfant handicapé à 100 %.

Il a été conseillé aux familles d'accepter cette offre à l'amiable car il est fort possible qu'en cas de décision de justice, la société Givaudan soit relaxée, n'étant pas en cause directement dans la vente du talc.

L'État dont la responsabilité est aussi engagée (il aurait dû intervenir pour faire classer l'hexachlorophène au tableau des produits dangereux) n'est pas poursuivi. Selon l'un des avocats des familles et le président de cette association, l'État devrait aussi prendre en charge la surveillance médicale répétée des enfants qui, à huit ans, sont incapables de manger seuls, parlent difficilement.

La plupart des familles ont dû accepter les offres scandaleuses de la firme Givaudan plutôt que de courir le risque de ne pas être indemnisées du tout.

Entrée de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce dans le Marché commun
L'élection au Parlement européen

Alors que l'élection au Parlement européen au suffrage universel n'est prévue que pour juin 1979, on peut dire que la bataille politique qui se livrera à cette occasion est bel et bien engagée dès maintenant.

L'actualité des mois de juillet et août a donné lieu aux premières escarmouches.

En effet, la prise de position de Giscard s'affirmant partisan de l'entrée de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce dans le Marché commun a suscité de toutes parts des réactions.

Chirac fut un des premiers à réagir en s'inquiétant des conséquences pour les agriculteurs du Midi de la France. Il a néanmoins reculé lorsque le PCF, résolument contre cette perspective et le PS opposé, mais avec prudence, ont réclamé un débat au Parlement.

Un événement révélateur

Dans toutes ces formations, la question de l'entrée des trois nouveaux pays dans le Marché commun sert aussi de révélateur aux différents courants, aux divisions qui les agitent.

Dans le RPR, Michel Debré, hostile à l'élection du Parlement européen, s'est prononcé pour l'adhésion des trois pays à la Communauté économique européenne (CEE). Il semble que son raisonnement, paradoxal en apparence, soit fondé sur l'espoir de plus grandes difficultés créées aux progrès de l'unité européenne par la présence d'un plus grande nombre de pays au sein de la CEE.

Les dirigeants du PCF, eux aussi hostiles à l'unité européenne, ne spéculent pas sur les difficultés possibles dues à l'entrée de nouveaux membres dans la CEE mais s'opposent dès maintenant à son élargissement tandis que dans leurs rangs, Elleinstein s'est prononcé pour, ainsi que son homologue espagnol, le PCE de Carrillo.

Dans le PS, c'est à peu près la même chose, la plupart des élus de ce parti dans les cinq départements du Languedoc-Roussillon étaient opposés à l'élargissement de la CEE.

La soi-disant raison de ces dissonances serait la défense des intérêts des viticulteurs et agriculteurs du Midi. Mais en fait, une des raisons, c'est bien l'électoralisme, les uns craignant de perdre des voix dans cette région, les autres souhaitant en gagner.

Qu'ont fait le RPR et Chirac quand ils étaient au pouvoir et depuis pour défendre les petits paysans ? Rien !

Qu'a fait le PCF pour soutenir la lutte des viticulteurs et des Comités d'action viticoles contre l'industrie agro-alimentaire, le pouvoir et sa police, ne serait-ce qu'au moment des manifestations de 1976 qui ont conduit à l'assassinat d'un petit viticulteur à Montredon ? Rien !

Dans leur campagne de l'été sur le sujet, les dirigeants du PCF n'hésitent pas à employer les pires arguments chauvins sous prétexte de défendre les petits viticulteurs français.

Selon eux, parce qu'en Espagne et au Portugal, il y a du chômage, que les salaires sont plus bas, leur entrée dans la CEE aggravera le chômage et la politique des bas salaires. Sous-entendu, les travailleurs espagnols sont encore plus mal lotis que nous, qu'ils ne viennent pas nous contaminer !

C'est le capitalisme qui est responsable de la crise

En réalité, c'est le capitalisme, Marché commun ou pas, qui est responsable de la crise. Avec l'élargissement du Marché commun, les trusts européens recherchent de nouveaux marchés, la restructuration, et ce sont les petits paysans en France, comme en Espagne ou au Portugal, qui risquent d'en faire les frais.

Le véritable internationalisme prolétarien commande aux prolétaires et peuples des différents pays de se soutenir dans leurs luttes respectives, à plus forte raison quand ils s'opposent à un ennemi commun. C'est la voie que nous suivons et suivrons pour défendre les intérêts de la classe ouvrière et du peuple de France en alliance avec les classes ouvrières et les peuples des autres pays européens notamment, qu'ils soient ou non dans le Marché commun.

Quant à l'élargissement de la CEE et le Parlement européen, ils seraient de nature à renforcer ces liens de classe et les possibilités d'unité et de solidarité entre les peuples européens contre leur propre bourgeoisie mais aussi contre les dangers de guerre et les deux superpuissances. C'est une question sur laquelle nous reviendrons.

Guy LEBRETON

La conférence des Non-alignés

L'unité sauvegardée

« Le tiers monde divisé à Belgrade », « Désillusion chez les non-alignés », voilà quelques-uns des titres de la presse française après le sommet des ministres des Affaires étrangères des quatre-vingt-quatre pays non-alignés qui s'est tenu dans la capitale yougoslave, fin juillet.

Pourtant, une déclaration commune a bien été adoptée, le mouvement des non-alignés n'a pas éclaté en mille morceaux. Alors, que s'est-il passé en fait ?



Le maréchal Tito fut un des pionniers du non-alignement.

Certains pays ont joué un drôle de jeu.

LE ROLE DE DIVISION DE CUBA ET DU VIETNAM

Cuba et le Vietnam, fers de lance des thèses soviétiques, n'ont pas hésité à coller des étiquettes aux différents pays présents, qualifiant les uns de progressistes, traitant les autres de réactionnaires.

Sur quel critère ? C'est ni plus ni moins le degré d'alignement sur l'URSS. Vous mettez les soldats russes dehors de chez vous, alors vous serez taxé de pays à la solde de l'impérialisme !

Cuba voulait en fait que soient révisés les principes du non-alignement et que soit inclue la thèse selon laquelle l'URSS est *« l'alliée naturelle »* des pays non-alignés. Évidemment si Cuba avait pu faire adopter cette thèse, le mouvement des non-alignés n'aurait pas fait long feu et l'Union soviétique aurait pu profiter de la désunion du tiers monde pour y étendre son influence.

Quant au Vietnam, par son agression criminelle contre le Kampuchea, membre des pays non-alignés, il joue aussi un grave rôle de désunion dans le tiers monde au profit de l'URSS qu'il soutient à fond, calomniant la Chine. Son adhésion récente au Comecon est d'ailleurs significative de son alignement sur Moscou.

LE PRINCIPE DU NON-ALIGNEMENT

Mais quels sont les critères du non-alignement ?

Est-ce de soutenir l'URSS ? Nullement !

Est-ce d'avoir fait la révolution dans son propre pays ? Nullement ! Les critères qui rassemblent les quatre-vingt-quatre pays non-alignés, de la Birmanie au Kampuchea, sont avant tout des critères d'indépendance à l'égard de l'impérialisme et de l'hégémonisme, de rejet de la politique des blocs et des alliances militaires, de rejet de toute politique de division du monde en sphères d'influence.

> Un journal yougoslave : *« Le mouvement de non-alignement n'a accepté aucune tendance unilatérale qui tente de le rapprocher d'un bloc ou de l'autre. Il reste indépendant et uni, un facteur autonome. »*
>
> Un journal kenyan : *« Cuba sert les intérêts de l'Union soviétique. Son crime est de servir les intérêts des superpuissances en étant l'instrument de leur rivalité comme jamais un pays non-aligné n'a pu l'être ».*
>
> Un journal chinois : *« La conférence a réaffirmé et défendu les principes et les objectifs du mouvement non-aligné et a sauvegardé son unité... Ce courant principal l'a emporté sur la tentative visant à changer la nature du mouvement non-aligné et à saboter son unité ».*
>
> Extrait d'une déclaration du Parti et du gouvernement nord-coréens : *« Au sein du mouvement des non-alignés, on ne doit pas discuter pour les étiqueter comme progressistes ou non-progressistes (...). On doit s'unir sur la base de la traditionnelle politique du non-alignement »*.

Ces principes sont autant de condamnations de Cuba et du Vietnam, tous deux ayant finalement échoué dans leur entreprise de division du tiers monde.

L'UNITÉ SAUVEGARDÉE

« La conférence de Belgrade s'est terminée par un laborieux compromis » titrait le journal *Le Monde*. S'il est vrai que la conférence a eu à faire face aux tentatives de division lancées par Cuba et le Vietnam, il serait toutefois faux de croire qu'il y a eu conciliation de thèses contradictoires.

En fait, la résolution finale est claire à ce sujet : les principes qui fondent le non-alignement ont été réaffirmés avec force. Ainsi la déclaration finale signale que les pays non-alignés combattent non seulement *« l'impérialisme, le néo-colonialisme, l'apartheid, le racisme, y compris le sionisme, l'exploitation »* mais aussi *« la politique de force de toutes les formes de domination et d'hégémonie étrangères »*. Cela vise en fait l'URSS. La résolution condamne aussi comme par le passé la politique des blocs, les alliances militaires ainsi que toute politique tendant à diviser le monde en sphères d'influence.

Enfin, les attaques contre la Chine lancées par le Vietnam et Cuba sont restées sans écho. Aucun pays, si lié soit-il à l'URSS, n'a repris leurs insultes.

Alors, en quoi peut-on parler de compromis laborieux ? Au contraire, la conférence de Belgrade s'est finalement soldée par un succès : la réaffirmation du rôle propre du tiers monde sur la scène de l'histoire et la sauvegarde de son unité.

Claude LIRIA

Traité de paix Chine-Japon

Un événement d'une importance considérable

Le samedi 12 août, après six ans de discussion entre les deux pays, la République populaire de Chine et le Japon concluaient un traité de paix mettant ainsi fin à une *« situation anormale »* entre les deux pays.

Un tel traité n'est pas un événement fortuit. On ne saurait le comprendre si on n'analyse pas la situation qui prévaut aujourd'hui en Asie du Sud-Est en particulier et dans le monde en général.

Deux vieilles nations

La République populaire de Chine et le Japon sont deux pays voisins séparés par un bras de mer. Ils ont une vieille histoire, leurs peuples ont toujours eu des rapports amicaux.

A partir des années 1920, les gouvernements impérialistes japonais se sont lancés dans une expansion coloniale gigantesque, ont agressé la Chine, altérant les bons rapports entre les deux pays. Les impérialistes-militaristes japonais ont pillé une bonne partie de la Chine pendant vingt-quatre ans, mais finalement ils ont été battus et ont dû quitter à jamais le sol chinois.

Quand ils ont été vaincus, au regard du droit international, le gouvernement de la République populaire de Chine aurait pu demander des dommages et intérêts colossaux, mais il ne l'a pas fait car c'est le peuple japonais qui aurait payé par de plus lourds impôts la politique des impérialistes japonais.

Le gouvernement chinois a toujours fermement défendu le droit du Japon quant à la restitution des territoires du nord occupés par les Russes (iles Kouriles). Le traité de paix consacre l'amitié millénaire des deux peuples. En aucun cas, il ne favorise la renaissance d'un prétendu militarisme japonais.

Quand le danger s'est fait sentir, la République populaire de Chine l'a toujours combattu.

Des mécontents

La signature de ce traité de paix n'a pas été du goût de tout le monde, loin s'en faut. L'URSS a lancé sa cavalerie lourde contre ce traité. D'après la *Pravda*, ce traité *« est porteur de sérieux dangers pour la stabilité en Asie »* et en particulier pour les pays de l'Asie du Sud-Est qui *« sont depuis longtemps l'objet des efforts agressifs des dirigeants de Pékin. »*

En quoi un traité de paix entre deux pays peut-il être dangereux pour la paix ou la stabilité en Asie ? En rien. Mais c'est qu'il y a quelque chose qui déplait aux Russes dans ce traité ; c'est l'article 2. Et que dit cet article ? *« Les parties contractantes déclarent qu'aucune d'entre elles ne tentera d'imposer son hégémonie dans la région orientale du Pacifique, ni dans aucune autre région, et que chacune d'entre elles s'opposera aux efforts que déploierait une nation ou un groupe de nations pour imposer une telle hégémonie. »*

Cette clause choque Moscou qui se sent visé.

L'Union soviétique a tout fait pour que le traité ne soit pas signé à cause de cette clause antihégémonique. Moscou a même été jusqu'à insinuer que si le Japon signait ce traité, cela aurait des répercussions sur les relations économiques entre le Japon et l'URSS.

Une grande portée politique

La situation en Asie du Sud-Est et dans le monde est préoccupante. En Asie du Sud-Est, l'Union soviétique par Vietnam interposé a lancé une offensive sans précédent pour faire passer son idée du *« Pacte de sécurité collective »*.

La signature de ce traité de paix marque une étape importante dans la construction du front uni mondial contre les superpuissances. La Chine est un pays du tiers monde, le Japon, une pays capitaliste développé du second monde. Ce traité est un avertissement aux fauteurs de guerre et c'est cela qui le rend d'autant plus important.

Des impacts économiques

Le commerce entre la Chine et le Japon a porté, en 1977, sur 3,7 milliards de dollars. Un accord, conclu en février, prévoit des échanges totalisant 20 milliards de dollars au cours des huit prochaines années. D'autre part, la République populaire de Chine devrait exporter, à partir de 1982, 30 millions de tonnes de pétrole en direction du Japon.

La signature du traité de paix ne signifie pas que le Japon sera le seul partenaire économique de la Chine et que les capitalistes japonais auront des prérogatives particulières.

Il n'en a jamais été ainsi pour aucun des pays avec lequel la Chine entretient des relations diplomatiques. C'est la Chine qui décide ce qu'elle achète et à qui elle l'achète. Les capitalistes américains et français en savent quelque chose, eux qui ont essayé d'avoir des *« liens spéciaux »*.

Yves LEPIC

LA SIGNATURE DE L'ACCORD SINO-JAPONAIS,A PÉKIN, LE 12 AOUT : MM SUNAO SONADA ET HUANG HUA. AU CENTRE LE PRÉSIDENT HOUA KOUO-FENG.



Albanie

Des coups portés à la révolution mondiale

Dans une lettre de cinquante pages, en date du 29 juillet 1978, le Comité central du Parti du travail d'Albanie s'est adressé au monde entier à propos de la cessation des aides et crédits de la République populaire de Chine à l'Albanie, qualifiée comme un *« acte réactionnaire accompli à partir de positions de grande puissance, comme un acte qui renouvelle, par son contenu comme par sa forme, les féroces méthodes chauvines de Tito, Khrouchtchev et Brejnev, que la Chine a naguère dénoncées. »*

Selon cette lettre de la direction du PTA, l'aide chinoise visait *« à dicter et à imposer à notre pays des points de vue politiques et idéologiques qui sont en opposition avec le marxisme-léninisme »*, *« la direction du PCC ne connaît pas d'autre voie que la voie du diktat et de l'imposition de ses points de vue aux autres, en particulier aux petits.»*. Spéculant ainsi sur un réflexe répandu qui consiste à prendre partie contre les « gros », pour les « faibles », la direction du PTA cherche à accréditer l'idée que la République populaire de Chine se comporte à son égard comme s'était comportée l'URSS de Khrouchtchev avec l'Albanie et la Chine au début des années soixante. L'« aide » soviétique consistait, à l'époque, à écouler du matériel périmé dans bien des cas, à pratiquer des échanges inégaux et le chantage.

La réalité de l'aide chinoise

Or, pour quelqu'un qui a visité l'Albanie, il est clair que l'aide chinoise a toujours été d'une grande qualité et d'un haut niveau technologique. Les équipements sidérurgiques ou hydroélectriques réalisés en Albanie avec la collaboration de la République populaire de Chine, qui ont permis à l'Albanie de se suffire à elle-même en électricité et même plus, sont d'un niveau d'avant-garde en République populaire de Chine elle-même. De plus, les Albanais, cadres et ouvriers, ont toujours vanté aux visiteurs la qualité idéologique de leur collaboration avec le gouvernement et les techniciens chinois, la donnaient en exemple, à juste titre, d'une coopération réalisée sur un pied d'égalité à l'opposé du comportement des techniciens soviétiques et de la nature de l'aide de l'URSS à la fin des années cinquante. Comme le rappelle le gouvernement de la République populaire de Chine dans sa note du 7 juillet sur l'interruption de son aide, la partie chinoise n'a jamais ménagé ses efforts pour que les équipements fournis soient adaptés aux réalités concrètes de l'Albanie, à ses ressources en matières premières afin de lui permettre de compter sur ses propres forces.

D'autre part, nul ne peut déformer la réalité de la politique chinoise en matière d'aide économique ; le gouvernement chinois a toujours séparé l'aide qu'il pouvait fournir à tel ou tel pays en voie de développement du degré d'accord idéologique et politique avec les gouvernements ou les partis au pouvoir bénéficiant de cette aide. Le Parti communiste chinois n'a jamais mélangé les relations d'État à État avec les relations entre partis frères. Le document albanais n'apporte aucun fait à l'appui de ce qu'il affirme.

Par contre, tout le monde sait que les désaccords et divergences de points de vue entre le Parti communiste chinois et le Parti des travailleurs du Vietnam n'ont jamais eu de conséquences sur l'aide considérable tant militaire qu'économique accordée par la Chine au gouvernement et au peuple vietnamiens au cours de la lutte contre l'impérialisme américain et après, jusqu'à l'expulsion des ressortissants chinois du Vietnam et l'agression contre le Kampuchea.

Qui a voulu la rupture de l'aide ?

Mais le document albanais ne s'en tient pas aux mensonges grossiers sur l'aide chinoise, il proclame que l'interruption de cette aide est une *« conséquence de la déviation de la direction chinoise par rapport au marxisme-léninisme et aux principes de l'internationalisme prolétarien, de son rapprochement et de sa collusion avec l'impérialisme américain, le capital international et la réaction, de sa renonciation à aider et à soutenir les forces révolutionnaires et de libération dans l'arène internationale, des ambitions de la Chine de devenir une superpuissance impérialiste. »*

N'est-ce pas là l'aveu que c'est plutôt la direction albanaise qui a tout fait pour rendre l'aide de la Chine impossible, que c'est la direction albanaise qui ne voulait plus de cette aide en raison des divergences politiques et idéologiques qui l'opposent au Parti communiste chinois ? N'est-ce pas la partie albanaise qui préparait le terrain à cette interruption de la coopération, quand moins de trois semaines après elle édite un document de cinquante pages en plusieurs langues dans lequel sont confondues la dénonciation de l'aide chinoise et les attaques politiques contre le Parti communiste chinois ?

A propos d'ingérences

Car en fait, les trois cinquièmes du document développent en onze points une série d'attaques contre le

Suite de la page 9

Parti communiste chinois, sa direction, sa politique extérieure et intérieure.

Depuis deux ans, la direction albanaise ne cesse de porter ses attaques publiquement contre la théorie des trois mondes et la ligne politique du Parti communiste chinois et d'autres partis frères de manière unilatérale, sans que le Parti communiste chinois ait une seule fois évoqué ces divergences publiquement. C'est la direction albanaise qui a pris l'initiative de porter ces divergences sur la place publique lors de son 7e congrès en 1976 et qui depuis, seule, n'a cessé d'escalader les échelons d'une pratique scissionniste au sein du Mouvement communiste international jusqu'à assimiler la Chine à une puissance impérialiste !

Sous prétexte de lutter contre les diktats politiques du Parti communiste chinois, le document albanais révèle en fait que c'est la direction du PTA qui ne supporte pas que d'autres partis élaborent en toute indépendance leur ligne politique. La direction du PTA reproche à la direction du PCC d'avoir invité Nixon en Chine en 1971, critique divers aspects de la politique extérieure chinoise depuis vingt ans, attaque les principes et les formes de la Révolution culturelle, est-ce que ce ne sont pas là des ingérences caractérisées dans les affaires intérieures du PCC et du peuple chinois ?

Le PCC ne serait pas marxiste-léniniste !

Le document enfin nous éclaire sur l'appréciation des dirigeants albanais selon lesquels le PCC n'a jamais été un authentique parti communiste appliquant les principes du marxisme-léninisme :

« Toute la période de la Grande révolution culturelle était une période de très difficile pour le socialisme en Chine et il s'y créa une situation compliquée et chaotique. Cette situation était le résultat logique des luttes fractionnistes qui ont eu lieu, contrairement aux principes, au sein du Parti communiste chinois au cours de la période de la lutte pour le développement de la révolution démocratique-bourgeoise et, après 1949, sur la voie que la Chine devait suivre dans le développement ultérieur de la révolution.

» Les grandes idées de la Grande révolution socialiste d'Octobre et l'idéologie marxiste-léniniste ne devinrent pas, comme elles auraient dû le devenir, pour le Parti communiste chinois, un exemple, une boussole, l'axe de son action dans les conditions concrètes de la Chine. Il en est résulté que même le noyau marxiste-léniniste du Parti a été poussé à un éclectisme dangereux, qui a suscité une lutte chaotique effrénée de fractions, de personnes et de groupes aux diverses conceptions non marxistes-léninistes sur le pouvoir, ce qui entrava sérieusement la construction des bases du socialisme en Chine. »

Les camarades Mao Tsé-toung et Chou En-laï sont attaqués tout au long de ce texte injurieux tentant d'affaiblir ainsi l'immense prestige mondial du président Mao, du Parti communiste chinois et de la République populaire de Chine, acquis dans la lutte contre le révisionnisme moderne pour la défense et le développement créateur du marxisme-léninisme. En s'attaquant ainsi à la pensée-maotsétoung, les dirigeants albanais s'en prennent en fait à ce qui, pour de nombreux révolutionnaires dans le monde, est un apport créateur fondamental à la théorie de la continuation de la révolution dans un pays de dictature du prolétariat, à la pratique et à la théorie de la solution des contradictions dans la société socialiste et dans le Parti communiste. Quelle arrogance pour des gens qui prétendent combattre le chauvinisme chinois !

Pour le profit de qui ?

De telles attaques qui concentrent également sur la Chine les accusations de fauteur de guerre et d'hégémonisme, qui servent-elles aujourd'hui sinon les deux superpuissances et plus particulièrement le social-impérialisme qui ne cesse de proférer des attaques identiques depuis quinze ans afin de détourner la vigilance des peuples du monde contre le danger de guerre ?

N'est-il pas révélateur à cet égard que les dirigeants du PTA profèrent ces accusations au moment où le gouvernement vietnamien adhère au Comecon (1), au moment de l'agression du Vietnam contre le Kampuchea, de l'expulsion des ressortissants chinois du Vietnam ? A l'heure où les manœuvres du social-impérialisme russe se précisent pour tenter d'encercler la Chine, pour provoquer des troubles en Asie, à l'heure où le continent africain et divers autres pays dans le monde souffrent de l'ingérence et de l'agression du social-impérialisme, dix ans après l'invasion de la Tchécoslovaquie, les dirigeants du PTA accusent la Chine d'hégémonisme en Asie du Sud-Est et de fauteur de guerre dans les Balkans.

Assurément, un tel document honteux afflige et peine bon nombre de communistes et de peuples révolutionnaires de par le monde, amis sincères de la République populaire socialiste d'Albanie et de son peuple héroïque, causant par là même de graves dommages à la cause de la révolution prolétarienne mondiale.

Guy LEBRETON

(1) « A travers le Comecon, organisation révisionniste soviétique qui a pour but l'asservissement des pays membres, l'Union soviétique applique sa politique néo-colonialiste dans les pays satellites, elle pille leurs richesses et réalise leur intégration économique dans l'Etat soviétique. L'Union soviétique a appauvri économiquement ses alliés, elle les tient pieds et poings liés, elle leur impose les prix qui lui conviennent, elle conditionne le développement de leur économie à ses intérêts, elle leur fournit quand il lui plaît et comme il lui plaît, la quantité de matières premières tout juste suffisante pour assurer le fonctionnement de leur industrie, car il n'est pas question d'en promouvoir le progrès. Les crédits que l'Union soviétique accorde à ses satellites sont asservissants ». (Rapport au 7e congrès du PTA, pages 179.)

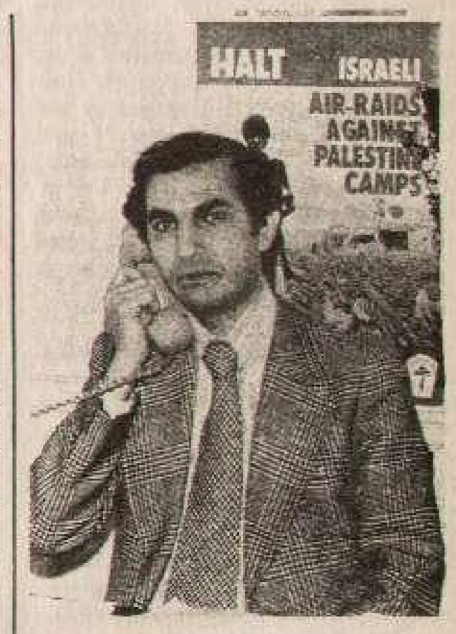
L'Humanité rouge quotidienne reparaîtra à nouveau le 4 septembre

L'assassinat de deux membres de l'OLP à Paris

«Si je tombe, d'autres me remplaceront» avait dit Ezzedine Kalak

Le 3 août 1978, à Paris, étaient lâchement assassinés Ezzedine Kalak, représentant officiel de l'OLP à Paris, et Adnan Hammad, l'un de ses collaborateurs.

Pour nous, comme pour les amis sincères du peuple palestinien, l'assassinat d'Ezzedine Kalak a le poids d'une montagne. Il a rejoint la trop longue liste des martyrs de son peuple dans son combat vital pour la libération nationale contre l'ennemi commun à tous, le sionisme et l'impérialisme.



EZZEDINE KALAK

Mais parce que nous l'avons connu à l'œuvre, ce militant, ce camarade nous restera particulièrement cher. Juste avant d'être sauvagement assassiné, coincé dans son bureau dont on enfonçait la porte à la grenade, il a souri à ses camarades pour leur donner courage.

Courageux comme son peuple

Son grand courage, il le tirait du combat de son peuple qu'il voulait servir, quoi qu'il arrive, quoi qu'il en risque.

Bien que traqué par les services sionistes et autres pendant des années, il n'a pas ménagé sa peine auprès des militants, des journalistes, des milieux diplomatiques et du gouvernement français pour expliquer et convaincre de la justesse d'une guerre populaire, certainement la plus complexe et la plus difficile de l'histoire contemporaine. Complexe et difficile parce que la question du sionisme israélien est mêlée à la question juive et parce que la direction de la Résistance palestinienne, l'OLP, et la moitié du peuple palestinien se trouvent être non pas en Palestine mais à l'extérieur, en butte à toutes les pressions tant de l'ennemi que des pays hôtes et des faux amis, avec en tête l'URSS.

Un artisan de l'unité

Comme tous les Palestiniens, Ezzedine voulait rentrer chez lui et il savait que pour cela il fallait compter sur les propres forces du peuple. Il savait aussi que pour vaincre le sionisme israélien, il fallait l'unité arabe, l'amitié du tiers monde et l'unité de tous les peuples. Il s'est donc toujours efforcé de mettre en avant ce qui unit la Révolution palestinienne autour de l'OLP, tout ce qui unit les peuples et pays arabes, et de travailler à ce qui unit l'Europe et le Proche-Orient, les peuples français et palestinien.

Un représentant honnête de l'OLP

Jamais il n'a oublié le mandat qu'il avait depuis 1972 quand il a remplacé Mahmoud Al Hamchari, assassiné par les sionistes, jamais il n'a pris de position personnelle avec quiconque ni cherché à se mettre en valeur alors que, petit à petit, il était devenu un conseiller diplomatique important de la Résistance et membre de la délégation permanente de l'OLP à l'ONU.

C'est lui que la Résistance palestinienne envoyait dans les colloques importants et pour rencontrer les gouvernants en Europe, en Tunisie, à Dakar, etc. Le gouvernement français ne s'y est pas trompé quand il a dit que Ezzedine Kalak avait toujours su entretenir avec lui un dialogue constructif, quand il l'invitait officiellement lors de la visite du roi Khaled d'Arabie Saoudite et quand il a envoyé à la Mosquée, pour la levée du corps, quatre collaborateurs du ministère des Affaires étrangères, dont le responsable du secteur Proche-Orient. Cela, c'est un succès tant d'Ezzedine Kalak que de l'OLP, que d'avoir imposé et confirmé la reconnaissance officielle du Bureau de la Révolution palestinienne à Paris depuis février 1975.

Israël en profite

Non, ce n'est pas un membre caché du Front du refus ou bien un « modéré » qui vient de tomber, mais un révolutionnaire responsable, authentiquement et pleinement Palestinien.

Que les mains des assassins soient arabes, téléguidées par le régime irakien, ne change rien au fait que c'est le sionisme israélien, son principal ennemi, qui en retire tous les fruits et qui en est l'inspirateur politique — faut-il rappeler que la mission d'Ezzedine Kalak était de la plus haute importance puisque le Bureau de l'OLP à Paris était le point central de rayonnement et de propagande en Occident.

Nous condamnons l'ignoble campagne de la presse bourgeoise (où *Minute* et *Rouge* sont les plus enragés), voulant présenter Ezzedine Kalak comme la victime d'une guerre inter-arabe et d'un règlement de compte inter-palestinien. Ils voulaient en jouant à fond le racisme anti-arabe, donner à cet assassinat le poids d'une plume, déconsidérer la lutte palestinienne et l'OLP et, enfin, obtenir la fermeture du Bureau de l'OLP à Paris.

En le présentant tour à tour comme un « modéré » (sous-entendu un traître) ou comme un « dur », la presse cherchait en fait à rendre confus et obscur son combat et celui de son peuple contre le « pur » Israël, enfant chéri du racisme et de l'impérialisme. Ezzedine Kalal ne laissait pas en paix le sionisme. Les traitres, ce sont ceux qui, en l'assassinant, ont voulu arabiser le conflit et faire oublier — un temps — l'intransigeance israélienne et son terrorisme d'État (et en plus déconsidérer le peuple irakien).

Soutenir l'OLP

La lutte qu'a menée implacablement Ezzedine Kalak, c'était celle du peuple palestinien en première ligne contre le sionisme et ses protecteurs impérialistes et social-impérialiste, c'est la nôtre aussi. La meilleure façon pour nous d'honorer la mémoire d'Ezzedine Kalak et de son camarade, Adnan Hammad, sera, en prenant exemple sur eux, de renforcer encore notre lutte et notre soutien total à l'OLP.

Jusqu'à la disparition du sionisme !
Jusqu'à l'instauration d'une Palestine libre, laïque, démocratique !
Palestine vaincra !

Extraits de l'intervention du professeur Larivière, président de l'Association médicale franco-palestinienne, lors de la levée de corps des deux martyrs



« (...) Au-delà de deux hommes que nous pleurons aujourd'hui, c'est un attentat délibéré que l'on commet contre tout un peuple que l'on cherche à mettre à genoux.

(...) Depuis trente ans, expropriations, confiscations des terres, installations de colonies juives sur des villages arabes dynamités et rasés au bulldozer, incitation à l'exode par le recours à cinq guerres et au raids de terreur sur les camps de réfugiés, détentions arbitraires, expulsions individuelles ou collectives, oppressions policières... sont les marches du calvaire imposé au peuple palestinien par le sionisme, avec la complicité de l'impérialisme économique ou doctrinaire des grandes puissances et celle des diverses trahisons arabes.

Mais depuis trente ans, le peuple palestinien vit et résiste et toutes les tentatives d'extermination ont échoué chaque fois qu'elles se sont affrontées au peuple tout entier.

(...) « *Qu'importe une vie comparée à la lutte de notre peuple,* disait Ezzedine Kalak. *Si je tombe* — et il savait qu'il tomberait — *d'autres me remplaceront.* »...

A qui profite le crime ?

Abou Nidal, le chef du groupe palestinien qui revendique l'attentat de Paris, est depuis longtemps condamné à mort par l'Organisation de Libération de la Palestine. En plein embargo sur le pétrole, n'avait-il pas trouvé judicieux de faire exécuter quelques officiels arabes ?

Aujourd'hui les attentats contre les dirigeants de l'OLP à Londres, au Koweit, à Chypre, au Pakistan, à Paris, perpétrés au nom de la « révolution palestinienne » servent ni plus ni moins Israël et ses alliés. Car ce sont bien les cadres de la Résistance palestinienne qui tombent et ce sont bien des bureaux de l'OLP qui risquent d'être fermés.

Quant aux deux superpuissances, les USA et l'URSS, elles regardent le Proche-Orient avec beaucoup de convoitise. En effet, c'est une zone d'importance stratégique pour la domination du monde, tant par sa richesse — le pétrole — que par sa situation géographique — la majorité des voies d'approvisionnement en matières premières des USA et de l'Europe occidentale passant par là. C'est donc un enjeu très important dans la rivalité américano-soviétique.

Mais pour dominer cette région, il faut étouffer le feu de la révolution nationale dans le monde arabe ; il faut entretenir la division entre les États arabes ; il faut un Israël fort ; il faut, enfin, affaiblir la Résistance palestinienne, ciment de l'unité arabe, et par là même, obstacle aux entreprises de domination des grandes puissances étrangères.

Kampuchéa démocratique agressé

Qui sème la guerre en Asie ?

Le 27 juillet dernier, le Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France organisait une conférence de presse au cours de laquelle était projeté un film intitulé *« La véritable nature de l'agression vietnamienne contre le Kampuchea »*. Nous avons assisté à la projection de ce film.

Ce film montrait l'ampleur de l'agression vietnamienne contre le Kampuchea démocratique. Partout où sont passées les troupes vietnamiennes, ce n'est plus que ruine et désolation : maisons incendiées, bétail abattu, récoltes détruites, greniers à grains éventrés, etc.

Que cherchent les autorités vietnamiennes ?

Les autorités vietnamiennes tentent depuis juin 1975 d'inclure le Kampuchea démocratique dans la *« Fédération indochinoise »* comprenant le Laos, le Vietnam et le Kampuchea. Cette « fédération » aurait comme chef de file le Vietnam.

Mais les autorités vietnamiennes voient plus loin. Ce qu'elles veulent, c'est créer une organisation de coopération régionale substituée à l'ASEAN*, qualifiée par elles « d'instrument impérialiste ». C'est une vieille idée défendue par Moscou depuis 1968 et reprise aujourd'hui par les autorités vietnamiennes.

Le 25 juillet, Phan-Hien, vice-ministre des Affaires étrangères de la République socialiste du Vietnam, a déclaré à Bangkok, capitale de la Thaïlande, que les conditions étaient favorables pour la création d'une nouvelle organisation des pays de l'Asie du Sud-Est et il a affirmé que cette proposition serait acceptée par *tous* les pays de la région.

Or, le Kampuchea démocratique refuse cette proposition qui le placerait, lui et les autres pays, sous la houlette du Vietnam, et par Vietnam interposé, sous la houlette des Russes.

La question des frontières

Ayant subi un échec sur le plan politique, le Vietnam a carrément agressé le Kampuchea. Les frontières entre le Kampuchea et le Vietnam ont été tracées par les colonialistes. De larges portions du Kampuchea ont été annexées au Vietnam. Mais ces frontières ont été néanmoins reconnues par les différents gouvernements cambodgiens.

S'emparant de ce problème, les autorités vietnamiennes tentent de faire rentrer par la force des armes le Kampuchea dans la « Fédération indochinoise ».

Une guerre défensive

Le Kampuchea est un petit pays de 481 000 km2 et d'un peu plus de sept millions d'habitants. Le Vietnam compte près de 50 millions d'habitants. De plus, il possède une armée de près d'un million d'hommes (la 4e du monde). L'armement dont il dispose est gigantesque. Outre les stocks américains considérables, il s'est vu suréquipé de matériel russe sophistiqué. Les autorités vietnamiennes ont investi ce « capital » contre le Kampuchea.

En décembre 1977, elles ont lancé plusieurs divisions contre le Kampuchea, pénétrant à plus d'une dizaine de kilomètres à l'intérieur du pays. Les troupes vietnamiennes occupent à ce jour 600 km2 dans la région du « Bec de canard » (une riche région agricole).

La guerre que mène le peuple du Kampuchea est une guerre juste, défensive. Nous la soutenons. Le Kampuchea n'a pas agressé le Vietnam, c'est l'inverse qui se produit.

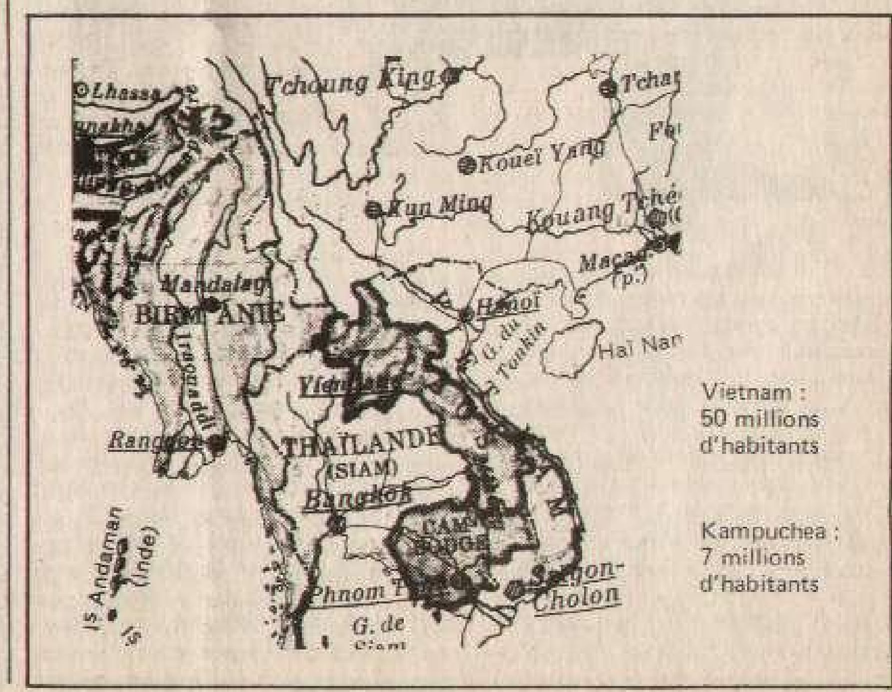
La main de Moscou

Les autorités vietnamiennes ont pris un gros risque en acceptant de se faire les auxiliaires dociles de Moscou. C'est sans doute pour cela qu'elles ont été *« récompensées »* et que leur pays est dans le Comecon.

Les sociaux-impérialistes font faire leur sale boulot par les autorités vietnamiennes. Cela est grave.

Elles veulent dominer l'Asie du Sud-Est. Mais en réalité, c'est l'URSS qui en tirera tout le profit et le Vietnam deviendra une colonie politique et économique de l'URSS. Le rôle que jouent les autorités vietnamiennes est celui de mercenaires. Mais dans l'histoire, les mercenaires finissent toujours mal et tombent souvent victimes de leurs créanciers. Le plus grave est qu'ils font souffrir leur peuple qui aspire à la paix. Moscou n'en a cure car il n'a qu'un rêve dans la région : se substituer à l'impérialisme américain !

Yves LEPIC



Paul VI, un habile politicien

La mort du pape Paul VI constitue l'événement de l'été pour la grande presse. Certes, il se passe actuellement des choses infiniment plus importantes, et pourtant aucune autre information n'aura tenu autant de place ce mois d'août dans les journaux du monde entier. C'est que, pour la bourgeoise, l'Église catholique dont le pape est le symbole demeure un appareil de conditionnement idéologique d'un intérêt majeur.

Tout le monde s'accorde pour dire que Paul VI fut un pape politique. Là où les avis divergent, c'est lorsqu'il s'agit d'apprécier quelles tendances, des conservatrices ou des progressistes, son action a favorisé dans l'Église. Pour y voir plus clair, il n'est pas inutile de rappeler qui était Jean-Baptiste Montini avant de devenir pape.

Un fils de bourgeois

Il était fils d'un journaliste antifasciste qui participa à la fondation du Parti populaire (la future Démocratie chrétienne) et devint député au Parlement italien. D'une santé précaire, il dut faire une grande partie de ses études chez lui, aidé par des précepteurs.

Sa constitution fragile lui valut d'être réformé et de faire ses études de théologie comme externe. Il n'entra au séminaire qu'en dernière année, à 22 ans. Devenu prêtre à 23 ans, il fut envoyé tout de suite à Rome où le futur cardinal Pizzardo le prit sous sa protection.

En dehors de ses fonctions dans la bureaucratie vaticane, il n'exerça son ministère de prêtre que comme aumônier des étudiants. Ce poste lui permit de devenir le conseiller et l'ami de l'élite de la nouvelle génération catholique, celle qui se trouve aujourd'hui à la tête de la Démocratie chrétienne et de l'État italien.

Un homme d'appareil

De son ordination en 1920 jusqu'en 1954, Jean-Baptiste Montini fera toute sa carrière à la secrétairerie d'État (organe essentiel du gouvernement de l'Église), sauf un bref passage à la nonciature de Varsovie en 1923. Bénéficiant de hautes protections, il gravira rapidement tous les échelons qui l'amèneront dans l'entourage immédiat du cardinal Pacelli, secrétaire d'État du pape Pie XI.



Un pape qui rassurait les réactionnaires.

Il deviendra très vite l'homme de confiance de Pacelli qui en fera l'un des deux adjoints de son secrétaire d'État quand, en 1939, il deviendra lui-même pape. A la disparition du secrétaire d'État, en 1944, il deviendra le bras droit de Pie XII et, dès cette époque, beaucoup voient déjà en lui le futur pape.

Ses chances d'être élevé au pontificat après la mort de son patron demeurent cependant aléatoires, car il n'a aucune expérience de la vie de l'Église à la base. C'est probablement pour pallier cette carence que Pie XII le nomme, en 1954, archevêque de Milan, après 34 ans de bons et loyaux services.

Une politique habile

Soucieux de son image de marque, à son arrivée à Milan, malgré la pluie, il refuse le carrosse et choisit une voiture découverte. Un tantinet démagogue, il s'empresse de rendre visite aux banlieues ouvrières. Ses discours de l'époque reflètent bien sa totale ignorance de la dure vie des travailleurs : *« Je prierai pour que le fracas des machines devienne une musique, pour que la fumée des cheminées devienne l'encens »* osera-t-il dire aux ouvriers.

Pour des raisons qui sont restées obscures, Pie XII ne le fit pas cardinal et, en 1958, à la mort du pape, le cardinal Roncalli sera élu et prendra le nom de Jean XXIII. Celui-ci réparera l'oubli de son prédécesseur, s'empressant de nommer cardinal l'archevêque de Milan dont il fera également son homme de confiance.

En 1963, le cardinal Montini était ainsi tout désigné pour devenir pape : bras droit de Pie XII pendant de nombreuses années, il rassurait les conservateurs, quant aux progressistes, ils voyaient en lui l'exécuteur testamentaire du pape Jean XXIII, bien qu'il ne se soit guère mouillé pendant le concile.

Les incertitudes de la bourgeoisie sur les meilleurs moyens d'encadrer les masses

Tout le pontificat de Paul VI fut marqué par cette contradiction. Il sut prendre des initiatives spectaculaires visant à donner de l'Église une image positive : voyages à l'étranger, notamment dans le tiers monde, intervention à l'ONU, rencontres avec des responsables d'autres religions, nomination de nombreux cardinaux du tiers monde et aussi appels nombreux au désarmement, à la paix, à l'aide au tiers monde. Mais souvent ces gestes qui semblaient favoriser les tendances progressistes s'accompagnaient de décisions propres à satisfaire les plus conservateurs, comme, par exemple, celles concernant la contraception et l'avortement.

L'Église était tellement rétrograde qu'elle serait devenue rapidement incapable de remplir efficacement son rôle de conditionnement idéologique. Jean XXIII fut le pape de l'ouverture qui fit souffler un vent de réformes devenues indispensables.

Suite de la page 17

Mais, une fois ouvertes les vannes de la contestation, celle-ci se propagea si vite que beaucoup commencèrent à s'inquiéter. N'allait-on pas transformer l'Église en un foyer de subversion propageant une idéologie contraire aux intérêts des classes dominantes ? Le pontificat de Paul VI fut marqué par ce grand débat qui est loin d'être clos.

Pour bien remplir son rôle d'encadrement idéologique, l'Eglise doit-elle « être réactionnaire », comme le voudrait Mgr. Lefèvre, ou doit-elle, au contraire, offrir d'elle l'image d'une institution ouverte, compréhensive, libérale, voire « progressiste » ? Cette question sera au cœur des débats du conclave qui se réunit actuellement pour élire le nouveau pape.

Henri Berthault

Appel contre la répression en Argentine

Le 17 août 1978, ont été arrêtés à Buenos Aires, Roberto Cristina, 37 ans, marié, père d'une fille, Secrétaire général de notre Parti, et Élias Seman, 44 ans, marié, père de deux enfants, dirigeant de notre Parti (...)

(...) Ce coup contre notre organisation s'inscrit dans une vague d'arrestations effectuée par les Forces armées durant le mois de juillet et les 15 premiers jours du mois d'août. Selon l'Assemblée permanente pour le respect des droits de l'homme, les disparations depuis le mois de mai jusqu'au 6 août arrivent à cinq-cents. Cela est la réponse des militaires fascistes aux manifestations de plus en plus nombreuses et à l'activité du Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Argentine dans leur sein.

Nous demandons à toutes les organisations de défense des droits de l'homme, institutions politiques, syndicales, internationales, religieuses, gouvernementales, qu'elles entament une action d'urgence auprès du gouvernement Argentin, pour sauver la vie de nos deux camarades.

Extrait d'un communiqué du
Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Argentine
Paris, le 20 août 1978.

Après le Mundial, Videla et son groupe se trouvent plus isolés que jamais.

Les manifestations de femmes, mères, épouses ou sœurs de disparus continuent. La période récente a été marquée par la grève d'un mois et demi des dockers. Certains partis bourgeois ont pris des positions hostiles au groupe Videla.

A l'extérieur, les États-Unis eux-mêmes font pression pour un changement de politique. Videla a annoncé un voyage à Moscou où il compte trouver appui pour se maintenir.

Dans ces conditions, Videla s'est engagé de plus belle dans la répression, dirigée en particulier contre les marxistes-léninistes comme l'ont indiqué les militaires eux-mêmes, campagne qu'ils ont tenté de camoufler par l'annonce de 201 libérations ! (En fait, pour la plupart, des droits communs).

Dans un communiqué daté du 6 août, l'agence *Réalité argentine* donne une liste d'ouvriers, employés, enseignants, étudiants, membres de la Fédération universitaire argentine, arrêtés dans la deuxième quinzaine de juillet. Parmi eux, la femme (avocate) de Eduardo Orane, kidnappé le 8 décembre 1977 en même temps que les deux religieuses françaises notamment. Parmi eux aussi, les deux filles d'un métallo (8 et 10 ans).

Le communiqué demande *« aux institutions et personnalités gouvernementales, politiques, syndicales, religieuses, professionnelles, etc. (...) qu'elles s'adressent au gouvernement argentin en exigeant l'apparition des compatriotes vivants. »*

De nombreux télégrammes en ce sens sont déjà parvenus du monde entier : Amnesty International, l'Église catholique de Rome (avec la signature d'un cardinal argentin), les syndicats italiens, des parlementaires espagnols, etc. ; en France, la CFDT et le PS, notamment.

Nous devons mener campagne pour développer et étendre la protestation.

Iran :

Loi martiale et fusillades

Depuis le début de l'année 1978, les manifestations anti gouvernementales ont été férocement réprimées par la police. Ce fut le cas de la manifestation à Quom et à Ispahan qui a fait plus de 150 morts. Après la déclaration du Shah du 5 juillet garantissant que *« les élections de juin 1979 seront libres à 100 % »*, la loi martiale a été décrétée à Ispahan, Chareza, à Najafabad et à Homayunshar. Les militaires ont pris position dans plusieurs quartiers de Téhéran et à Ispahan.

Par ailleurs, le gouvernement a décidé le black-out complet et a interdit à la presse de parler des dernières émeutes.

A Ispahan, les dossiers de 101 personnes tenues pour responsables des émeutes ont été transmis aux tribunaux militaires.

Deux militants marxistes-léninistes réunionnais arrêtés

Deux militants de l'Organisation communiste marxiste-léniniste de la Réunion (OCMLR) ont été arrêtés le 13 août à la Réunion. L'un d'eux est le secrétaire général et fondateur de l'OCMLR.

Ces arrestations ont eu lieu au cours d'une manifestation organisée par l'OCMLR et réclamant l'indépendance de l'Ile.

L'OCMLR, fondée en 1975, par d'anciens membres du Parti communiste réunionnais est la seule organisation politique de l'Ile à réclamer l'indépendance. Dès lors, on comprend la hargne de la bourgeoisie française contre ses militants.

Mais la bourgeoisie oublie une chose : c'est tout le peuple réunionnais qui aspire à l'indépendance et on ne peut pas emprisonner tout un peuple !

Soutenons nos camarades emprisonnés !

Après la signature de l'accord dans de la métallurgie

Défendre le principe du SMIC

De tous temps, la bourgeoisie a profité des périodes de crise pour reprendre aux travailleurs ce qu'elle a été obligée de céder sous la poussée de leurs luttes.

C'est l'objectif aujourd'hui du plan Barre III.

Dès après les élections, une offensive de grande envergure a été mise en place ; en juillet, le premier point a été marqué par la signature de l'accord dans la métallurgie.

Pour la première fois, la CGT et la CFDT, avec les autres organisations syndicales, ont admis le principe d'un accord sur les salaires, c'est l'accord sur la *« rémunération annuelle garantie »*.

L'attaque est grave pour la classe ouvrière, *elle porte sur trois fronts :*

– 1) C'est d'abord l'engagement des organisations syndicales qu'une fois l'accord établi, il n'y aura pas de revendications de salaire pendant un an. C'est la perte du pouvoir d'achat garanti pour les travailleurs et la tranquillité pour les patrons.

– 2) C'est un premier pas officiel vers ce que les patrons souhaitent depuis longtemps : la durée annuelle du temps de travail. Cela permettrait, en supprimant le principe de la semaine de 40 heures, toutes les manipulations possibles ; récupération des heures supplémentaires, réduction d'horaires, organisation de la durée du travail en fonction des besoins de la production au lieu de faire des stocks.

C'est enfin la suppression officielle du SMIC. En effet, cette rémunération annuelle garantie n'est pas fixée au niveau national, mais par branche et par région en fonction de la situation« territoriale ». L'arbitraire le plus absolu est rétabli par les patrons, la division pour régner. En supprimant la revendication unificatrice du SMIC pour toute la classe ouvrière, les patrons marquent un fameux point.

Pendant la période électorale, tous les partis de la bourgeoisie étaient prêts à admettre le SMIC à 2 400 F. Après les élections, bien sûr, c'est le silence et les attaques ; pourtant, rappelez-vous, les affiches de la gauche demandant si l'on pouvait vivre décemment avec moins de 2 400 F par mois ! Lors de l'ouverture de Giscard, les dirigeants syndicaux disaient : *« Pas question de toucher au SMIC »*. Et maintenant les voici avec les exploiteurs de la sidérurgie en train de remettre en cause le principe même du SMIC, un des acquis de 1968. En effet, peut-on se dire pour le SMIC et signer des accords qui l'enterrent ?

Travailleurs syndiqués, posez cette question à vos dirigeants, défendez le SMIC !

Est-ce défendre la classe ouvrière que de signer avec ses exploiteurs un tel accord ?

Est-ce même la représenter que de s'engager pour elle, contre elle, sans la consulter ?

Mais ce n'est pas une signature à Paris qui empêchera les travailleurs de répondre à ces sales coups, et dans la rue s'il le faut !

C.M.

Le plan d'été contre les immigrés en échec

Quand il avait informé les responsables des sociétés gérantes de foyers de travailleurs immigrés de l'augmentation des loyers de 6,5 % à compter du premier juillet, Stoléru rassurait certains de ses responsables qui craignaient que la grève des loyers ne s'étende, en leur promettant de s'occuper des *« meneurs »*, comme il disait.

De fait, une nouvelle vague de procès était déclenchée par la Sonacotra contre des résidents grévistes, délégués ou non, comme à la fin de 1976. Elle voulait obtenir soit des saisies-arrêts sur salaires, soit l'expulsion des foyers pour non-paiement du loyer.



La réponse ne s'est pas faite attendre. Le 8 juillet, plus de cinq mille travailleurs manifestaient à Paris. D'imposants rassemblements de près d'un millier de personnes et plus à chaque procès au cours du mois de juillet ont aussi fait la preuve de la mobilisation et de l'unité croissante des résidents. Le nombre des foyers en lutte n'a cessé d'augmenter. Il atteint actuellement le nombre de plus de quatre-vingts. Le même phénomène s'est également produit dans les foyers ADEF, AFRP et d'autres encore.

Mis à part le jugement du tribunal de Metz, contre lequel les résidents de la région ont déjà riposté par une manifestation, le 12 août, tous les tribunaux ont reporté leurs décisions à septembre.

Août : la Sonacotra récidive

En août, la Sonacotra a récidivé ; pour les foyers de Nanterre Sorbier, pour deux foyers d'Argenteuil, un foyer de Bagnolet, pour ceux de Champigny et du Plessis Trévise et pour un foyer de Dunkerque, plusieurs résidents ont été convoqués aux environ du 7 août pour passer au tribunal le 17.

Là encore, la tentation d'isoler quelques résidents de leurs camarades a échoué et les tribunaux ont reporté leurs décision (pour Dunkerque, nous ne connaissons pas encore la décision).

Élargir le mouvement de soutien

Voilà de bons atouts pour persévérer en septembre dans la voie de l'élargissement du mouvement dans les foyers, de l'élargissement du soutien, notamment dans la classe ouvrière, et pour contraindre dans un proche avenir, le gouvernement à reconnaître le Comité de coordination et à satisfaire les revendications légitimes des résidents.

Guy LEBRETON



5 000 personnes manifestent le 8 juillet contre les mesures Stoléru.

UN AUTRE MAUVAIS COUP CONTRE LES IMMIGRÉS : LA LIQUIDATION DE L'ASSOCIATION POUR L'ENSEIGNEMENT DES ÉTRANGERS

En juillet dernier, sur instructions directes du ministère du Travail, le FAS (Fonds d'action et de solidarité) supprimait toute subvention à l'Association pour l'enseignement des étrangers (AEE). 95 % des ressources de cette dernière provenant de cette subvention, cela revient à liquider l'AEE.

Les conséquences immédiates de cette décision sont :

– Quatre-cents chômeurs en formation et trois-cents inscrits pour octobre voient leurs cours suspendus uniquement dans la région parisienne.

– Cinq-cent-quarante salariés dont le contrat est terminé en juin 1978 se retrouvent au chômage, sans même devoir être licenciés. Certains travaillaient dans l'organisme depuis plusieurs années.

– Trois-cents salariés ayant un contrat à durée indéterminée vont être licenciés.

Autre conséquence importante : cette décision réduit le volume de la formation des immigrés. Ainsi que l'écrivent les sections CFDT de l'AEE : *« Avec le chômage, les immigrés ne valent pas la peine qu'on investisse massivement pour eux. L'heure est aux expulsions... Avec la liquidation de l'AEE, c'est 50 % des actions de formation qui disparaissent... »*

D'autre part, cette liquidation est un moyen de contrôler la formation afin que les immigrés n'y trouvent pas un moyen de parler de leurs problèmes et de mieux se défendre. D'autre part, c'est aussi pour le gouvernement un moyen d'abaisser la qualité de la formation.

Dès septembre, le personnel est décidé à se battre pour empêcher ce mauvais coup. Nous en reparlerons.

40e congrès de la CGT

Prenons la parole !

Le 40e congrès de la CGT qui se tiendra du 26 novembre au 1er décembre 1978, à Grenoble, revêt une grande importance.

En effet, les trois plans Barre successifs ont été de durs coups portés contre la classe ouvrière et la ligne de soutien à l'Union de la gauche n'a pas permis aux travailleurs de s'y opposer. L'Union de la gauche, présentée comme seul recours, seule voie pour le changement, a échoué.

Mais la direction de la CGT n'a pas d'autre stratégie que celle de l'Union de la gauche ; alors face aux doutes et critiques soulevées après l'échec, elle n'a pas d'autre issue que de convaincre militants et travailleurs que cette voie est malgré tout bonne. C'est sans aucun doute l'objectif qu'elle assigne au *« vaste débat »* sous le signe duquel elle place ce 40e congrès.

Mais le débat, c'est ce que réclament depuis longtemps bien des militants et syndiqués et la préparation de ce congrès, c'est surtout une occasion dont ils peuvent se saisir pour *« prendre la parole »*.

Le 27 juin dernier, la Commission exécutive confédérale de la CGT a présenté le projet de document d'orientation du 40e congrès de la CGT.

Ce texte s'oriente principalement autour de deux axes :

– 1) La réaffirmation du soutien à la politique d'Union de la gauche.

La CGT, tout comme le PCF, n'a pas de stratégie de rechange. L'objectif du congrès est, en particulier, de donner la caution de toute l'organisation syndicale à cette politique :

« ... La CGT s'est efforcée avec mesure, mais fermeté, de surmonter ces obstacles et de préserver le contenu avancé du Programme sans lequel il est illusoire de parler de changement. Le congrès approuve son action qui correspond pleinement aux intérêts de classe des salariés ».

Et plus loin, c'est encore plus clair :

« Il n'y a pas d'autre issue que le changement réel de société... Pour y parvenir, il est indispensable de prendre appui sur le degré auquel est parvenue la volonté de changement des masses...

» Ce rassemblement doit avoir son expression politique qui ne peut être que l'Union de la gauche ».

– 2) Le deuxième axe important du projet est celui de la *démocratie*.

Sous le titre *« Renforcer, adapter et perfectionner la CGT »*, le texte consacre sept pages (pages 25 à 31) à *« ce qui est essentiel aujourd'hui : être partout au plus près des préoccupations des travailleurs »*.

L'importance que donne la direction de la CGT à cette question aujourd'hui après l'échec de la gauche aux élections législatives est encore soulignée par le texte de présentation du congrès (*Le Peuple* No 1 042) :

« L'opinion du Bureau confédéral et de la Commission exécutive est qu'il est indispensable d'avoir en vue du congrès un vaste débat.

» Un débat pratiquement sans précédent comme nous n'en avons pas encore fait dans toute la CGT...

» ... Nous devons nous fixer l'objectif de faire participer au débat la masse de ses militants et y intéresser le plus grand nombre possible de syndiqués.

» Nous n'atteindrons cet objectif que si toutes les organisations confédérées... prennent en main l'organisation, l'impulsion, l'animation de ce débat ».

Le débat sera large et public, avec des rubriques ouvertes aux contributions dans *Le Peuple* et *La vie ouvrière*, de septembre au congrès. Voilà un grand changement pour qui a pu assister déjà à la préparation d'un congrès de la CGT, qu'il soit local, fédéral et encore plus confédéral !

En réalité, ces deux objectifs du congrès sont étroitement liés entre eux.

En choisissant de réaffirmer son soutien à la politique de l'Union de la gauche dont l'échec est aujourd'hui consommé, la direction de la CGT choisit une voie étroite (comme le PCF) ; la CGT est le syndicat qui s'est engagé le plus dans le soutien à l'Union de la gauche et, depuis le début de l'année, elle a pu constater une profonde chute de son audience dans la classe ouvrière. Les militants rencontrent de plus en plus de difficultés à diffuser sa presse et la syndicalisation elle-même diminue sensiblement. Aujourd'hui, la seule façon d'enrayer ce mouvement et de redresser la situation passe par la mobilisation des sections d'entreprise sur les revendications des travailleurs. Il faut donc, dans les entreprises, des militants actifs et dévoués, actifs et convaincus.

Et convaincre aujourd'hui les militants et les travailleurs que l'Union de la gauche c'est le changement nécessaire et possible pour le bien-être des travailleurs, c'est une gageure qui demande bien des explications ! C'est pourquoi le 40e congrès doit être le congrès de la *persuasion*. L'indifférence, c'est fini, la manipulation sans rien dire aussi, *il faut convaincre*. Tel est l'objectif du 40e congrès.

Mais ce large débat, s'il a lieu, c'est une très bonne chose pour tous les travailleurs. Depuis des années, les militants le souhaitent et le réclament.

Voilà pour eux l'occasion de poser les questions jamais posées, de faire les bilans des pratiques syndicales et des difficultés rencontrées dans les sections. C'est l'occasion de faire apparaître la grande richesse et les expériences des sections et syndicats d'entreprises, expériences et richesses que les structures de la CGT effacent habituellement pour en faire une adhésion passive et uniforme à une ligne politique qui commence à soulever de plus en plus de critiques.

Cette occasion de prendre la parole, il faut la saisir ! La parole, il faut la prendre !

C.M.

Interview d'un aiguilleur du ciel marxiste-léniniste

«Si le gouvernement ne cède pas...»

La lutte a démarré le 30 juin sur un mot d'ordre de grève du zèle lancé par l'intersyndicale CGT, CFDT, autonome, d'abord au centre régional d'Aix-en-Provence, celui de Bordeaux s'y joignait le 14 juillet puis Brest et Athis-Mons (91), lors du dernier week-end de juillet.

Après le week-end de trêve (début août), le mouvement a repris en s'élargissant avec l'entrée en lutte des techniciens.

Les contrôleurs sont en grève du zèle et les techniciens en grève totale...

— Oui, et en plus, les électroniciens sont en grève du zèle depuis le 14 juillet. Globalement, on peut dire que toutes les différentes catégories sont en lutte. Le mouvement est très large et très suivi. Dans mon centre régional, il l'est à plus de 90 %.

Les revendications

Sur quelles revendications vous battez-vous ?

— Nous exigeons le droit de grève pour ceux qui ne l'ont pas, que les primes comprises dans notre salaire soient indexées sur le coût de la vie. Nous demandons leur revalorisation depuis 1970, date à laquelle ces primes ont été appliquées, et qu'elles soient prises en compte pour le calcul de la retraite. Nous ne demandons pas d'augmentation de salaire.

Mais alors, tout ce qui a été dit sur la sécurité qui était votre revendication principale, c'est faux ?

— N'ayant pas le droit de grève, la seule solution pour nous contrôleurs c'est la grève du zèle, c'est-à-dire l'application stricte des règles de sécurité. Mais pour que la grève du zèle soit efficace, c'est-à-dire pour provoquer des retards importants au départ, de façon à faire perdre du fric aux compagnies, il faut choisir une période où le trafic est très important, de façon à justifier réellement une application stricte des règles de sécurité. C'est pourquoi nous agissons en été. Si on avait le droit de grève, on la ferait pour pénaliser le trafic d'affaires en automne ou en hiver, mais on n'a pas le choix.

Le Theule, ministre des Transports, a essayé d'entretenir la confusion entre la forme que prend notre lutte et les problèmes de sécurité qu'elle soulève. et nos revendications économiques proprement dites. Il a tenté de nous enfermer dans une discussion uniquement sur la sécurité d'un point de vue technique (les procédures de vol) et corporatistes (les contrôleurs des grands centres étant uniquement concernés par ses propos). Nous avons refusé en mettant en avant les revendications de l'ensemble des travailleurs de l'aviation civile et en nous appuyant sur les assemblées générales qui nous avaient mandatés sur une ligne bien précise : la sécurité passe d'abord par la satisfaction de nos revendications. Nous avons tenu fermement et la manœuvre du ministre a échoué.



La grève du zèle est la forme d'action des aiguilleurs du ciel. Le droit de grève a été suprimé en 1964.

Cette année, même sans grève du zèle, vu l'augmentation très importante des vols, il y aurait eu quand même l'anarchie dans les aéroports et surtout dans le ciel. Les pilotes l'ont compris tout de suite et nous soutiennent. Il faut dire qu'ils risquent leur peau.

Tu viens de parler des assemblées générales, explique-nous comment est organisée votre lutte ?

La démocratie

— Rapidement, l'assemblée générale est apparue comme étant la seule forme permettant de réfléchir sur l'action et de prendre les décisions. Ces assemblées générales sont très suivies et les gars sont très vigilants à ce que les décisions prises en assemblée générale soient respectées.

Il a été décidé que chaque proposition du gouvernement serait discutée en assemblée générale. C'est ce qui a été fait le lendemain de la rencontre avec le ministre. Un compte rendu a été fait partout par l'intersyndicale et tout le monde en a discuté et ce sont les assemblées générales qui ont décidé de continuer le mouvement.

De plus, pour assurer une bonne liaison, des comités de liaison permanents ont été créés. Ils sont composés de volontaires.

L'unité

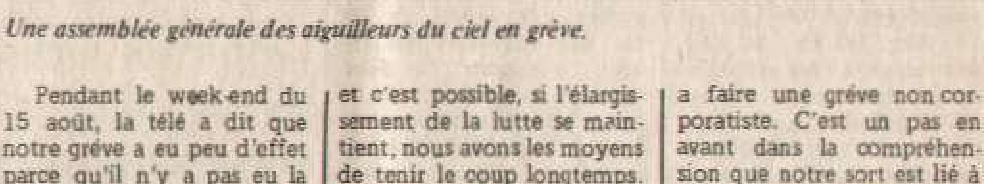
Quel est le rôle des sections syndicales ?

— Il n'y a aucune contradiction entre des assemblées générales souveraines qui décident et les sections syndicales qui gardent leur autonomie de propositions, d'analyse et d'informations. Dans la mesure où tout le monde est d'accord pour reconnaitre le rôle des assemblées générales, la section syndicale joue un rôle important dans le débat démocratique qui s'instaure. Le fait est que, souvent, les plus farouches défenseurs des décisions prises en assemblée générale sont aussi des militants syndicaux. C'est du moins ainsi pour le moment, car il y a à la base une profonde volonté d'unité dans la lutte, une unité que nous n'avons pas connue depuis très longtemps et que nous entendons préserver.

L'embouteillage des aéroports est un sujet souvent utilisé contre votre lutte par la presse bourgeoise. Peux-tu apporter des précisions sur cette question ?

— Notre lutte a pour but de pénaliser les compagnies aériennes en occasionnant des retards au départ. Donc nous sommes responsables des retards. Quant à ce qui s'est passé dans les aéroports, c'est une autre histoire. Des compagnies avaient annulé leurs vols mais continuaient à vendre des billets.





Une assemblée générale des aiguilleurs du ciel en grève.

Pendant le week-end du 15 août, la télé a dit que notre grève a eu peu d'effet parce qu'il n'y a pas eu la pagaïe dans les aéroports ! C'est simplement parce que 35 % des vols ont été supprimés ! Quant à la grève, elle est efficace, les retards sont d'une demi-heure à deux heures. Même si le gouvernement ne le reconnait pas publiquement, quand les compagnies comme Air France et Air Inter vont lui présenter la facture, ça fera mal.

Tout à l'heure, tu as parlé de la rencontre de l'intersyndicale et du ministre. Comment vois-tu la situation évoluer ?

— A la parodie de négociation que nous proposait le ministre, nous avons répondu par l'élargissement du mouvement. A cela, le ministre et la direction ont fait parvenir un message menaçant de représailles tous les travailleurs de la navigation aérienne. Loin de nous avoir fait peur, ça nous a renforcé dans notre volonté de lutter. L'évolution de la situation pour moi est liée à la nature du mouvement. Si nous restons unis, et c'est possible, si l'élargissement de la lutte se maintient, nous avons les moyens de tenir le coup longtemps.

Si le gouvernement ne cede pas, alors l'été prochain ce sera pareil, et dès le début de l'automne, nous nous attaquerons au trafic d'affaires, ce qui est plus intéressant pour nous.

Quelles leçons tires-tu dès à présent de cette lutte ?

— C'est un peu tôt pour tirer un bilan, on est encore en lutte. Mais en tant que militant, je peux vérifier combien sont justes et correspondent aux aspirations profondes des travailleurs les mots d'ordre du Parti communiste marxiste-léniniste sur l'unité « Tous ensemble et en même temps » et « Unité à la base et dans l'action ». Ces mots d'ordre, les travailleurs de l'aviation civile les transforment en réalité. Un autre aspect, c'est la démocratie qui règne dans le mouvement : décision des assemblées générales, contrôle par elles-mêmes des phases des négociations. Dans notre boulot, où le corporatisme fait des ravages, on a réussi a faire une grève non corporatiste. C'est un pas en avant dans la compréhension que notre sort est lié à celui des autres travailleurs. Au début de la grève, certains s'opposaient à ce que les autres catégories nous rejoignent dans la lutte sous prétexte « qu'il faudrait partager le gateau ». Depuis, ils ont compris que sans l'élargissement, il n'y aurait pas de gâteau du tout.

Parmi les personnels d'exécution, il y a trois sortes de statut :

— 1) Les officiers-contrôleurs de la circulation aérienne, autrement dit les « aiguilleurs du ciel » que l'on trouve dans les centres de contrôle régionaux (CCR).

— 2) Les électroniciens de la sécurité aérienne qui réparent et entretiennent le matériel qu'utilisent les contrôleurs. Ils n'ont pas le droit de grève eux non plus (sigle ESA).

— 3) Les techniciens de l'aviation civile (TAC) se retrouvent dans les CCR travaillant sur les télétypes pour les messages, les plans de vol et dans les tours de contrôle au bureau de piste. Ils font la grève totale. Ils en ont le droit.

Le tribunal a dû donner raison à un fermier

Un comité de soutien efficace

A en croire radios, télé et journaux bourgeois, on a l'impression, qu'excepté quelques explosions de colère des travailleurs de la terre, il ne se passe rien à la campagne. Pourtant, là aussi, la lutte des classes se développe.

Ainsi, à Saint-Dizier-la-Tour (Creuse), la famille Toubeau de Maisonneuve voulait ajouter 50 hectares de plus à ses 330, en donnant congé à Paul et Suzanne Chevalier, leurs fermiers depuis 18 ans ; les Chevalier contestent et portent l'affaire devant les tribunaux ; ... et le 15 juin, devant le tribunal de Limoges, il y aura du monde pour les soutenir. En effet, entre-temps, leur lutte, grâce à l'activité du comité de soutien, sera largement connue.

Le comité de soutien.

Ce comité de soutien très large a regroupé de nombreux fermiers, petits et moyens paysans, solidaires des Chevalier. La majorité de ses membres étaient à la FDSEA ou au CDJA. Ces réunions regroupaient de soixante à quatre-vingts personnes, les décisions y étaient prises démocratiquement, et dans tous les cas, c'était l'avis des Chevalier qui était déterminant. En liaison avec des sections syndicales de fermiers et métayers, le comité a popularisé la lutte, connue ainsi aux quatre coins de la Creuse, et organisé la manifestation devant le tribunal. Son action a été efficace puisque la propriétaire a essayé d'organiser une contre-campagne (chantage dans la presse locale, etc.) qui échouera.

Les dirigeants de la FDSEA et du CDJA ont aussi été gênés par l'action et la popularité du comité de soutien ; ces messieurs soutenaient en paroles, mais dans les faits... Gaumer, secrétaire de la FDSEA, président de la SAFER-Limousin, pour qui, bien sûr, le procès était perdu d'avance, alla voir, à l'insu de tout le monde, Toubeau pour lui demander de reculer la date du congé alors que les Chevalier exigeaient purement et simplement l'annulation ! Il se fit vertement rappeler à l'ordre par les paysans présents quand il annonça « son initiative de conciliation ». Ce soir-là, le rôle de ces « syndicalistes » agricoles fut largement remis en question : *« On se demande si vous êtes avec nous ou contre nous ! »*. *« La sueur, vous ne savez pas ce que c'est ! »*, *« Vous voulez aller boire l'apéro chez le propriétaire ! »*, autant de vérités qu'ils reçurent dans la figure.

Le journal local de la FDSEA *« oublia »* de passer un communiqué du comité la veille du procès. Quant au CDJA (il n'y a pas de MODEF), deux jours avant le procès, il fait savoir publiquement qu'il ne soutiendrait pas forcément toutes les actions du comité de soutien.

250 personnes devant le tribunal.

Et le 15 juin, devant la cour d'appel de Limoges, malgré la fenaison, il y a deux-cent-cinquante personnes pour soutenir les Chevalier. Des télégrammes de soutien venant de nombreuses sections syndicales et du comité de soutien de Malabri sont lus et applaudis. La cour annonce la décision pour le 7 juillet ; et le 7, on apprend que le verdict donne raison aux Chevalier !

Devant la mobilisation populaire, le tribunal de Limoges a dû donner raison à un fermier. C'était la première fois que ça arrivait !

Quelle gifle pour les dirigeants de la FDSEA qui disaient avec certains membres du PCF que *« le comité était manipulé par les gauchistes »* !

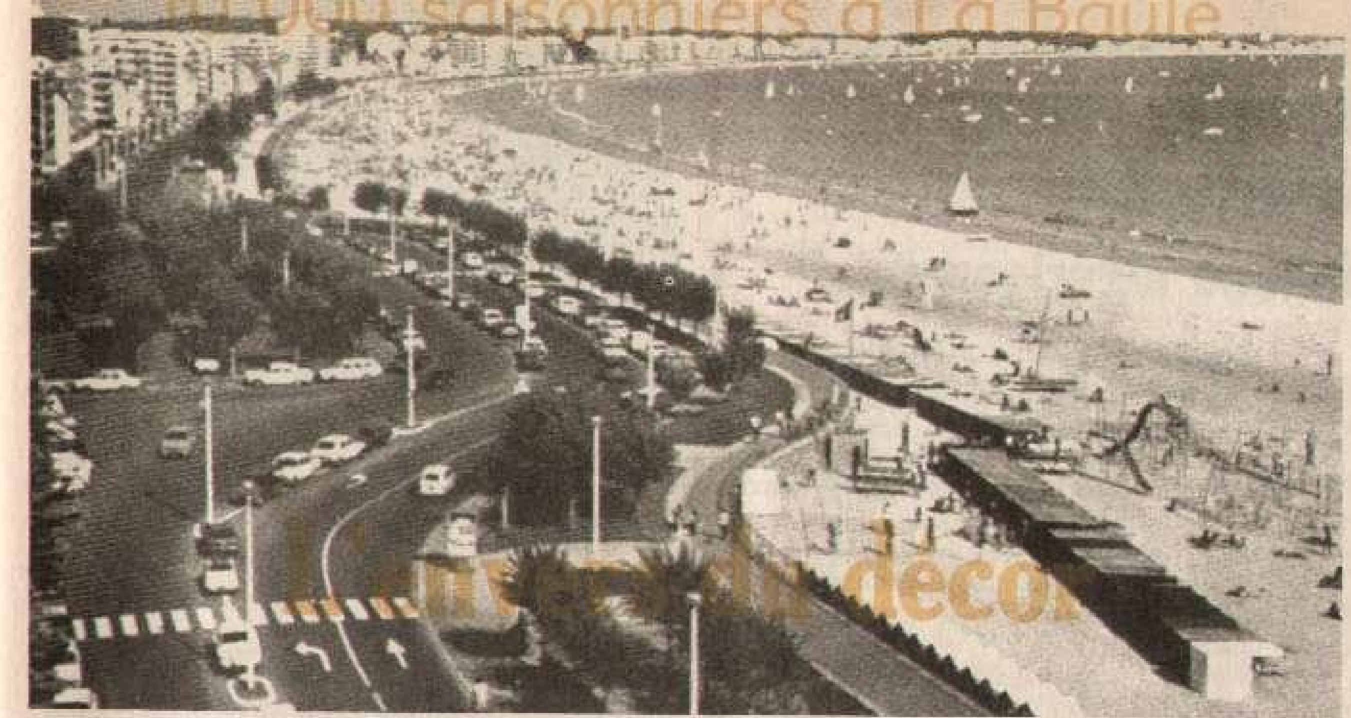
C'est la victoire d'une lutte unie, menée activement sur des bases claires ! La lutte des travailleurs de la campagne creusoise ne va pas s'arrêter là. Ici, le problème foncier est d'une brûlante actualité... et déjà, il y a une quinzaine de jours, une centaine de personnes ont empêché la vente aux enchères d'une petite exploitation... Ce n'est qu'un début !

René BREAN

Manifestation devant le tribunal de Limoges.



... saisonniers à La Baule



L'envers du décor

La Baule au mois d'août : sur le front de mer, les bourgeois paradent. Certes, il n'y a pas que des bourgeois en vacances à La Baule, mais il y en a quand même beaucoup, proportionnellement autant que dans les beaux quartiers du XVIe arrondissement de Paris.

Voitures de grosses cylindrées sur le boulevard de mer, appartements aux façades rutilantes de verre et d'aluminium avec vue sur la mer, boutiques de luxe, promenades à cheval, parties de golf dans l'arrière-pays, voilà tout un visage de La Baule.

Mais La Baule, c'est aussi plus de 10 000 saisonniers qui triment dur dans les soutes de ce paquebot de luxe qu'est la « plus belle plage d'Europe » et qui sont logés dans des « casernes ».

Quittons le front de mer, dépassons les villas somptueuses enfouies sous les pins : juste au bord du boulevard qui mène vers Le Pouliguen, voici une « caserne », comme on l'appelle ici. C'est là que le grand hôtel *« L'Hermitage »* loge, ou plutôt entasse, dans des chambrées aux lits superposés, ses employés saisonniers. Des « casernes », il y en a d'autres, sans parler de ces saisonniers qui logent dans des caves humides ou des débarras privés de tout confort.

Une main d'œuvre taillable et corvéable à merci

Pour la plupart, les saisonniers sont des jeunes et des chômeurs. Ainsi, les CET de Saint-Nazaire commencent à se vider vers la mi-mai car beaucoup d'élèves commencent à travailler sur la côte. Ignorant leurs droits, isolés, ils sont souvent prêts à accepter n'importe quoi pour se faire un peu d'argent. Et les patrons en profitent.

Christine, âgée d'un peu plus de 16 ans, a travaillé comme serveuse dans une charcuterie. Sa patronne l'a obligée en plus à faire le ménage et souvent la cuisine ; elle n'a eu droit qu'à son dimanche après-midi et elle a été généreusement récompensée d'un salaire de ... 400 F.

De plus en plus, on trouve parmi les saisonniers des jeunes qui ont quitté l'école il y a deux, trois, quatre ans, qui n'ont pas pu trouver d'emploi stable et qui vivotent tout au long de l'année : l'été, ils font la saison sur la côte, ensuite ils partent faire les vendanges, et l'hiver, ils travaillent dans les stations de ski.

Dans la plupart des cas, les patrons ignorent délibérément les heures supplémentaires... et souvent même les fiches de paie. Ils ne veulent pas entendre parler de convention collective de l'hôtellerie, ils préfèrent régler les choses à l'amiable, avec paternalisme.

Ainsi, Patrice, serveur dans un grand hôtel de Pornichet, a fait au mois de juin 243 heures dans son mois. Mais son patron ignore les heures du soir : il ne l'a donc payé que pour 197 heures (2 200 F). La législation prévoit dans l'hôtellerie que les heures supplémentaires au-delà de 50 h par semaine (donc 200 heures par mois) sont majorées de 25 %. Comme on le voit, dans le cas de Patrice, le patron s'arroge d'autorité le droit de refuser de payer les heures supplémentaires. Des cas semblables sont légion.

Connaître ses droits, se rencontrer et s'organiser pour se défendre

Il est bien évident qu'il est difficile aux saisonniers de se défendre. La plupart du temps, ils sont isolés et ignorent leurs droits. Bien souvent, la moindre réclamation entraîne le renvoi.

Malgré tout, beaucoup de jeunes ne sont pas prêts à se laisser faire. Depuis quelques années, les permanences organisées par la CFDT, la CGT et la JOC permettent aux saisonniers de connaître leurs droits. Cela les incite, par exemple, à noter au jour le jour les heures réelles de travail qu'ils font afin d'être en mesure d'en réclamer auprès des patrons le paiement intégral.

Les jeunes de la JOC, en particulier, sont actifs dans la défense de ces travailleurs surexploités que sont les saisonniers. Ils les aident à se réunir et à prendre conscience de l'exploitation dont ils sont victimes et de la nécessité de la lutte collective.

Bureau de presse de Nantes

L'enlèvement de Dalila Maschino, femme algérienne

Dalila Maschino a été enlevée par son frère à Montréal, le 25 avril 1978, alors qu'elle vivait avec son mari, Denis.

Le prétexte invoqué par Messaoud Zeghar, frère de Dalila, pour ce kidnapping : le mariage entre sa sœur et Denis n'est pas reconnu par la loi islamique. Denis n'est pas musulman.

On peut y voir aussi une rivalité entre les familles Zeghar et Maschino, sous-tendue par un conflit politique.

L'élément que nous retenons est l'enlèvement, la séquestration en Algérie, les tortures psychiques que subit en ce moment Dalila Maschino.

La mobilisation pour s'opposer à ce kidnapping est spontanée. Des personnalités comme Simone de Beauvoir, Évelyne Sullerot, rédigent une lettre ouverte à H. Boumédienne dans laquelle elles lui demandent d'intervenir pour que Dalila retrouve sa liberté et son mari. L'ambassadeur du Canada à Alger opère une démarche officielle auprès du ministre algérien des Affaires étrangères. Des milliers de femmes canadiennes ont signé une lettre ouverte au président Boumédienne pour *« le droit fondamental d'une femme à disposer d'elle-même »*.

Dalila, un symbole

Un collectif de femmes algériennes s'est emparé de cette affaire pour soutenir Dalila et l'inscrire dans un processus revendicatif concernant le sort des femmes, en particulier celles des couches populaires auxquelles Dalila n'appartient pas.

Sur un désir de leur père, de leur frère, des femmes sont promises dès le berceau. Des dizaines de femmes se suicident de désespoir lorsque leurs parents les contraignent à interrompre leurs études en vue d'un mariage. Des centaines de femmes vivent cloîtrées à tout jamais.

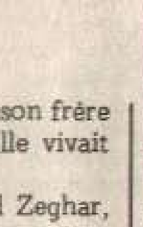
Les femmes algériennes luttent contre l'injustice des avant-projets du code de la famille de 1966 et 1972 qui refusent aux femmes d'épouser un non-musulman, car *« elles s'écartent de la religion »*, alors que si un homme épouse une non-musulmane, il l'amène à l'islam.

Une fois mariée, la femme algérienne sort peu et si elle travaille, ses horaires sont surveillés.

« Pour l'embauche, on doit chercher toute seule et quand tu te présentes, la place est toujours prise comme par hasard. Le travail est souvent considéré comme une source de dépravation, comment concilier alors les impératifs économiques d'un pays en voie de développement et ces règles de claustration ? ».

Sur un caprice de leur mari, elles peuvent être répudiées (c'est le cas lorsque le mari découvre qu'elle n'était pas vierge avant son mariage).

La lutte pour leur émancipation, les femmes l'ont entamée avec celle contre l'impérialisme français dans laquelle elles ont été amenées à remettre en question les règles patriarcales, dans laquelle elles ont su s'imposer. On ne pouvait imaginer que les femmes restent chez elles sans risquer de compromettre la cause pour laquelle le peuple algérien se battait. Ses acquis restent, mais les femmes veulent les approfondir.



L'enlèvement de Dalila a agi comme un détonateur pour de nombreuses femmes.

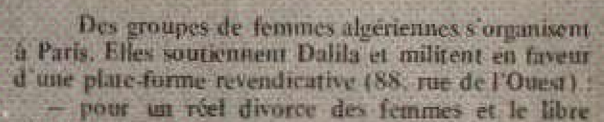
Mobilisation des femmes et racisme

Certes, les femmes européennes ne connaissent pas le poids de l'islam, mais elles sont aussi opprimées : la femme ouvrière doublement en tant que femme et en tant que prolétaire, la femme paysanne... L'enlèvement de Dalila a agi comme un détonateur et a suscité la solidarité de nombreuses femmes.

Quant à la bourgeoisie, elle s'est emparée de « l'affaire Dalila » pour étaler insidieusement son racisme anti-arabe.

Nous soutenons pleinement les luttes des femmes algériennes, arabes, africaines pour leur émancipation et nous combattons en même temps le racisme propagé par la bourgeoisie.

Nathalie Villotiers



Des groupes de femmes algériennes s'organisent à Paris. Elles soutiennent Dalila et militent en faveur d'une plate-forme revendicative (88, rue de l'Ouest) :
- pour un réel divorce des femmes et le libre choix du partenaire
- pour l'abolition de la dot (art. 30 de l'avant-projet de 1972)
- pour l'abolition de la tutelle parentale et maritale
- pour l'abolition de la répudiation
- pour l'abolition de la polygamie sous toutes ses formes (art. 26 et 49)
- pour l'instauration d'un âge de majorité légale (18 ans)
- pour le droit au travail des femmes célibataires ou mariées
- pour des conditions de salaire égales aux hommes et contre la dévalorisation du travail féminin
- pour un lieu de résidence choisi par les deux époux
- pour une réelle éducation et information sexuelle des femmes et des jeunes
- pour une multiplication des centres de planning et une réelle politique de contraception

La mort de Lili Brik à Moscou

Aimer et défendre Maïakowski

« *Quand je serai morte, ils pourront faire de Maïakowski ce qu'ils voudront* ». Ainsi parlait Lili Brik, qui vient de mourir à Moscou, Lili, le grand amour du poète russe Maïakowski, Lili à qui il dédia l'ensemble de son œuvre.

Si j'ai jamais écrit,
Si j'ai jamais dit mot qui vaille,
C'est la faute aux yeux-cieux,
Les yeux de ma bien-aimée,
Et ronds et marrons et
Chauds jusqu'au roussi.



Lili Brik et Maïakowski en 1915.

Et Lili s'est battue toute sa vie pour que ces quelques vers n'aient pas été écrits pour rien. *« Lili, aime-moi »*, avait-il écrit avant de se suicider. Et aimer Maïakowski, c'était aussi et surtout le défendre.

« Contre les filous poétiques »

Avant la mort de Staline, aimer Maïakowski, c'était *déjà* le défendre contre quelques bureaucrates qui s'étaient installés dans les fauteuils de « *L'Union des écrivains prolétariens* », ceux-là qui auraient voulu qu'on oublie vite Maïakowski, justement parce qu'il les avait si bien percés à jour : *« Au-dessus des lascars et filous poétiques, je lèverai, comme une carte du Parti, au grand complet mes livres bolchéviks »*.

Et Lili s'est battue.

En 1935, cinq ans après le suicide du poète, devant les difficultés à faire publier ses œuvres, elle décide d'écrire à Staline. Et le soutien est immédiat : un petit musée est ouvert dans la maison que le couple avait habitée pendant quinze ans. Les œuvres sont publiées. Les critiques venimeuses cessent. D'ailleurs Staline n'a-t-il pas écrit : *« Maïakowski est et reste le meilleur, le plus grand poète de notre époque soviétique. L'indifférence à sa mémoire et à son œuvre est un crime »*.

Mais après la mort de Staline, la poignée de bureaucrates de « *L'Union des écrivains* » a fait des petits. La nouvelle bourgeoisie russe a pris le pouvoir et ne veut pas le lâcher. Il est loin le temps où Maïakowski pouvait parler du *« camarade gouvernement »*.

Contre la censure officielle

Et Lili reprend le combat qu'elle n'arrêtera plus jusqu'à sa mort. Oh, bien sûr, on ne va pas interdire Maïakowski ! Ça serait trop dangereux. Mais on le publie moins ; on le tronque, on censure ou, à l'inverse, on encense. C'est du Maïakowski diminué, rétréci, officialisé qu'on offre aux enfants des écoles en 1978 : une entreprise de récupération, de censure que Lili Brik dénonce.

En 1970, le petit musée si vivant est fermé et remplacé par un immense palace en marbre où, curieusement, on fait silence sur plusieurs personnes de l'entourage le plus proche du poète. Ainsi on « oublie » Lili. Pas une photo, pas une allusion, pas un vers ne rappelle son existence. Inutile de dire qu'elle refusa toujours de mettre les pieds dans ce musée à la gloire (sic !) de Maïakowski. De même, lors de cérémonies officielles, curieusement, on ne la voyait jamais.

Pourquoi cette hargne ? Parce qu'elle dérangeait ! Et pour plusieurs raisons.

Elle voulait Maïakowski vivant, c'est-à-dire complet et pas censuré. Elle connaissait toute son œuvre, toutes ses mises en garde contre la bureaucratie, la gangrène petite-bourgeoise, la routine, le goût du luxe. *« Pourquoi avons-nous lutté ? »* fait dire Maïakowski à l'un de ses personnages *« Moi, j'ai lutté pour la bonne vie. Je la tiens. Elle est là, et une femme et une maison et les bonnes manières »*. Plus loin, dans la même pièce *La punaise*, Maïakowski décrit le mariage d'un ouvrier embourgeoisé avec une fille de l'ancienne bourgeoisie déchue : *« Est-ce que nos grands maîtres, Marx et Engels, si pas d'autres, auraient pu faire le rêve hypothétique ou même la rêveuse hypothèse, que nous allions unir dans les liens d'hyménée le travail anonyme, mais grand, avec le capital détrôné mais charmant ! »*. Inutile de dire que dans les milieux officiels russes, on n'aime pas tellement, tellement *La punaise !*

Mais aussi, Lili Brik était juive. Et l'antisémitisme n'est pas le moindre défaut des nouveaux tsars de Moscou. Souslov, membre du Bureau politique, n'a-t-il pas déclaré qu'il fallait *« arracher Maïakowski aux Juifs »*. Enfin, Lili Brik n'a pas ménagé son soutien aux artistes dissidents poursuivis par la répression. Entre autres, elle prit la défense de Paradjanov, le célèbre cinéaste des *Chevaux de feu*.

« Tu fais encore ta Jeanne d'Arc » lui reprochait souvent Aragon, son beau-frère. Mais ce que lui considérait comme une critique, n'est-ce pas finalement un compliment rendu à l'honnêteté et au courage de l'un des derniers témoins de cette génération de poètes, enfantés par la grande tempête d'Octobre 1917 ?

Claude Liria

Plutôt la lutte

La lutte des travailleuses de Moulinex a inspiré un de nos lecteurs qui nous envoie ce poème.

Contre Moulinex, Moulinex électrique
Moulinex cafetière qui de sa fenêtre
Bouche les murs meule le temps
Étouffe le temps de vivre
Déchire les parois viole
Embaume
d'un ciel de griffes
Les parois de la vie

Contre Moulinex de l'usure
De l'usine à la maison
De l'amour au travail
Des ouvrières à l'usine
Où court l'éclat du poignard
Et court l'ombre des cadences
Qui
d'un coup de dent
D'un coup de douche de glace
Abrège la vie
Force les fausses couches

Contre Moulinex au miroir d'hiver
Happons happons
La rosée qui passe
Sur notre commun fardeau
Notre fatigue de peau vidée
Notre sommeil de sève épaisse
Happons la rosée qui passe
Son manteau de lumière

Le temps nous file entre les doigts
Nos mains de cailloux fins
Nos salaires de misère froide
Dans les lacs de laine de verre
Nos poumons et nos paumes livides
Dans des ruisseaux d'allergie
Se réfugient

Arrachons le temps
Les couvertures tachées par la peur
Prenons le temps
De continuer le printemps
La barque le désir
Le soleil vif de la lutte

Plutôt la lutte qu'un ciel de béton qui
nous emmure comme des pestiférées
Qu'un ciel de macadam qui tapisse
nos têtes en cercueil d'esclaves en
durs pavés
Qu'un ciel de barreaux qui étouffent
nos corps d'un saule-pleureur d'idées
noires plutôt la lutte

plutôt la lutte qu'un champ
pierreux nourri de l'impossible que
des feuilles ternies par manque de
sève que ces nuages qui boivent à
gorge pleine — la nuit

Plutôt la lutte
Plutôt la lutte que ces liquides de
plomb qui embrasent nos poumons
que ces vents qui nous poussent au
désespoir ces haleines accrues qui
nous précipitent vers des temps
incertains ces rafales d'os blanchis
qui serpentent le sol de notre classe

Plutôt la lutte
Plutôt la lutte, nous femmes
ouvrières de Moulinex, plutôt le
printemps le temps de vivre la
barque le désir la tonne d'instants
l'occupation le soleil vif de la
solidarité
30 juin 1978

Un nouveau numéro du « Peuple français »

Le No 3 de la nouvelle série du *Peuple français* est tout aussi passionnant que les précédents. Ce n'est pas la première fois que nous recommandons à nos lecteurs cette revue d'histoire populaire qui, depuis maintenant une dizaine d'années, poursuit son œuvre utile.

Utile car la connaissance de l'histoire, du passé des luttes ouvrières et populaires, des traditions populaires, des expériences du mouvement ouvrier est indispensable à ceux qui veulent « changer le monde ». Ce que fait le *Peuple français*, c'est une véritable contre-information, un véritable « décrassage » de nos têtes encore trop souvent embarrassées des conceptions inculquées par l'histoire officielle des manuels où le peuple n'apparait qu'en toile de fond alors qu'il est le « véritable héros » de l'histoire suivant l'expression de Mao Tsé-toung.

Ainsi, dans ce No 3, le *Peuple français* part en guerre à juste titre contre une « idée reçue », celle du « paysan français individualiste forcené, attaché depuis l'aube des temps à la propriété privée » et démontre dans son éditorial qu'il n'en a pas toujours été ainsi, que les pratiques communautaires ont été longtemps vivaces et que cet « individualisme » est bien souvent la conséquence de l'exode rural.

Mais ce n'est pas là le seul aspect qui fait l'intérêt de ce numéro puisqu'on y trouvera également la suite de l'enquête sur « les abandons d'enfants sous l'Ancien régime », des articles précieux sur « l'œuvre sociale de la Commune », « les soviets en Alsace » de novembre 1918, le début d'une rubrique « Aux origines du mouvement ouvrier », des témoignages sur les « femmes et la guerre de 1914-1918 », etc.

Encore un numéro donc à lire et à faire lire.

Michel FARTAS

Le Peuple français — BP 26 92 190
A lire également le dossier « Luttes ouvrières » (Éditions Floréal, même adresse) et bien entendu « La France de 1968 : soyons réalistes, demandons l'impossible », publié par deux membres du comité de rédaction de la revue : Alain Delale et Gilles Ragache (Éditions Le Seuil).

(Suite de la page 32)

une déclaration dans laquelle il « justifie » son intervention en prétextant le « *danger* » que constituerait le développement en Tchécoslovaquie de « *forces contre-révolutionnaires* », ainsi que les complots de la « *réaction internationale* ». Il prétend aussi qu'il a simplement répondu à l'appel d'un « *groupe de dirigeants du Parti et du gouvernement* ». Aucun nom n'est cité...

En vérité, la raison unique de l'agression soviétique réside dans la volonté du Kremlin d'*empêcher à tout prix la Tchécoslovaquie de se détacher de sa sphère d'influence*.

En janvier 1968, des changements avaient eu lieu à la tête du Parti tchécoslovaque : Alexandre Dubcek avait remplacé Novotny au poste de Premier secrétaire. Et en quelques mois s'était opéré un changement politique profond dans le pays : sous la pression des masses, la nouvelle bourgeoisie bureaucratique d'État avait progressivement remplacé le régime social-fasciste qui existait auparavant par un régime de démocratie bourgeoise. Du point de vue du peuple, ce changement était incontestablement positif : la classe ouvrière a toujours lutté pour défendre la moindre parcelle de liberté sous la dictature bourgeoise car cela facilite sa lutte. Mais du point de vue de l'impérialisme soviétique, ce changement risquait de miner les bases de son hégémonie en Tchécoslovaquie. Inévitablement, les masses en seraient venues rapidement à rejeter cette hégémonie.

PRESSIONS ET INTIMIDATIONS

Le social-impérialisme a besoin du social-fascisme pour maintenir sa domination.

Aussi le Kremlin a-t-il, dès mars, cherché à faire pression sur les dirigeants tchécoslovaques pour qu'ils maintiennent le régime fasciste. Plusieurs fois, il les a convoqués pour leur demander des comptes et les intimider. En juillet, il leur a envoyé une lettre hypocrite dans laquelle il prétendait ne pas se mêler des affaires intérieures de la Tchécoslovaquie, tout en leur disant : « *Ce n'est pas seulement votre problème !* ». En même temps, il a utilisé des manœuvres conjointes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie pour préparer minutieusement l'agression, notamment en installant tout un réseau d'émetteurs-radio. Il a aussi imaginé un prétendu danger d'agression ouest-allemande pour obliger la Tchécoslovaquie à reporter sur les frontières allemandes la majeure partie de ses troupes. Ainsi, l'agresseur russe aurait le champ libre. Il a multiplié les attaques contre certains dirigeants tchécoslovaques pour tenter de les opposer les uns aux autres et créer ainsi — en vain — une fraction à sa solde. Enfin, il a soudoyé quelques dirigeants (Indra, Bilak, Kolder) et leur a dicté — tout comme l'avait fait en son temps Hitler avec le leader slovaque Tiszo — un « texte d'appel à l'aide » à l'URSS. Il espérait qu'à la faveur de l'invasion de la Tchécoslovaquie, un contre-gouvernement à sa



Dans une rue conduisant à l'immeuble de la Radio, occupé par les Russes, ce vieil homme jette un pavé sur un char.



Le matin de l'arrivée des chars russes, le 21 août, des manifestants montrent à un soldat l'appel du Parti tchécoslovaque. Certains soldats russes se suicideront de honte.

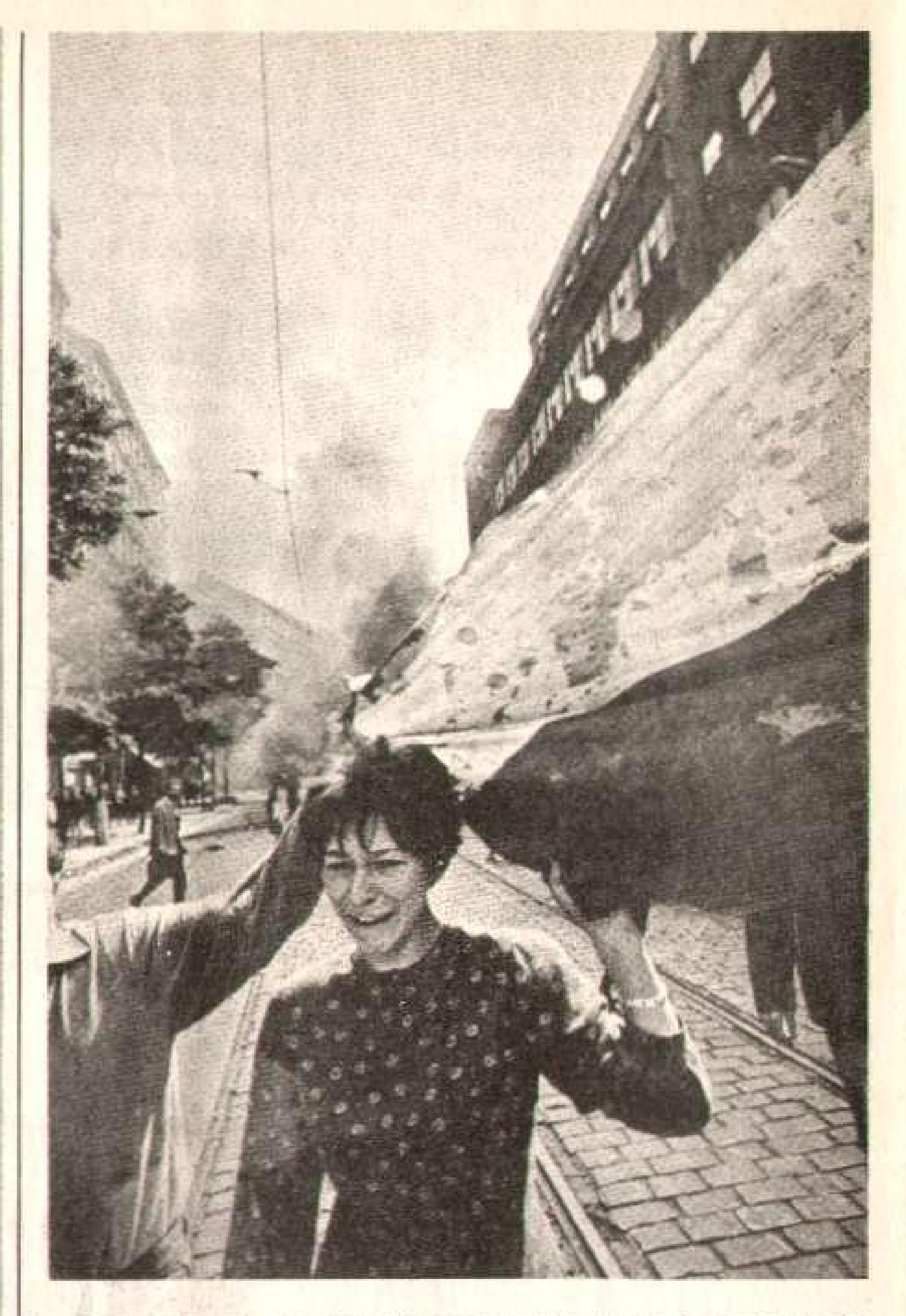


LES REACTIONS DANS LE MONDE ENTIER – STUPEUR ET INDIGNATION

Hormis les directions de quelques partis révisionnistes inféodés au Kremlin, hormis Cuba et le Vietnam, le monde entier condamne l'agression contre la Tchécoslovaquie, bien qu'avec des motivations différentes.

Parmi toutes ces prises de position, citons seulement celle exprimée par Chou En-laï au nom du gouvernement chinois, à l'ambassade de Roumanie, le 23 août 1968 :

« Le gouvernement et le peuple chinois condamnent l'agression criminelle commise par la clique dirigeante révisionniste soviétique et ses acolytes en envahissant la Tchécoslovaquie par la force des armes ; ils soutiennent fermement le peuple tchécoslovaque dans sa résistance héroïque contre l'occupation militaire soviétique (...). Se dépouillant de ce qu'elle appelle le « marxisme-léninisme » et « l'internationalisme » dont elle se servait comme d'un voile pudique, la clique dirigeante révisionniste soviétique a ouvertement recouru à l'agression et à l'intervention armées directes afin d'installer des marionnettes à l'aide du fusil et du canon. Elle s'est comportée exactement comme Hitler, en son temps, dans son agression contre la Tchécoslovaquie et comme l'impérialisme américain dans son actuelle agression contre le Vietnam. La clique des renégats révisionnistes soviétiques a dégénéré depuis longtemps en social-impérialisme et en social-fascisme. Si l'agression armée du révisionnisme soviétique a plongé le peuple tchécoslovaque dans un abîme de souffrances, elle l'a éduqué, lui permettant de se rendre graduellement compte que c'est le révisionnisme qui en est la source. C'est là aussi une excellente leçon pour les peuples d'Union soviétique, des pays d'Europe orientale et du reste du monde ».



Les jeunes Tchèques parcourent les rues de la ville portant des drapeaux tchécoslovaques rouges de sang.

dévotion pourrait s'y constituer immédiatement.

LA RÉSISTANCE DU PEUPLE

Mais c'était compter sans la résistance du peuple ! Et celle-ci est, dès les premières heures de l'invasion, tellement unanime, bien que sans armes, que les traîtres n'osent ni se montrer ni même dire leurs noms.

Sans attendre, en effet, le peuple s'oppose par tous les moyens aux occupants. Sur les routes, tous les panneaux indicateurs disparaissent ou sont remplacés par l'inscription unique *« Moscou : 1 800 kilomètres »*. A Prague, les noms des rues disparaissent aussi, ainsi que les numéros des immeubles et les noms sur les boites aux lettres : si l'occupant veut arrêter quelqu'un, qu'il le cherche !

Prague, et tout le pays, se couvrent d'affiches, de slogans, de caricatures par lesquels le peuple exprime sa haine de l'occupant. Ici, on lit : *« Nous avons survécu à Hitler, nous survivrons à Brejnev ! », « L'Agence Tass est pire que Goebbels ! », « Pas de pain pour toi, Ivan ! »*. Les Tchécoslovaques refusent toute aide aux occupants. Quand, en 1945, les soldats de l'Armée rouge avaient libéré Prague, ils avaient été accueillis à bras ouverts par une population ivre de joie. Le 21 août 1968, les soldats soviétiques sont les occupants et ils sont traités comme tels. Partout, les gens font la comparaison avec l'occupation nazie de mars 1939. Ils dessinent des caricatures où l'on voit Hitler avec un masque de Brejnev. Sur les tanks russes, ils peignent des croix gammées.

Et sans cesse, ils demandent aux soldats russes : *« Ptochomou ? » (Pourquoi êtes-vous venus ici ?)*. Et les soldats russes ne savent répondre que ce qu'on leur a dit : *« Il y a de la contre-révolution ici... Bonn prépare une agression... »*. Ils ne comprennent pas, ils se posent des questions. Plusieurs d'entre eux se suicideront de honte.

Le 21 à midi, les sirènes hurlent et tout le pays s'arrête : c'est la grève générale de protestation pendant deux minutes. Nouvelle grève générale le 23 de midi à une heure.

Le 22, se tient le 14e congrès extraordinaire du Parti tchécoslovaque, dans une grande usine de Prague, à la barbe de l'occupant. Il réaffirme son soutien à la politique du *« Printemps »* et sa condamnation de l'occupation illégale.

Au bout de quatre jours, c'est l'impasse politique pour les Soviétiques. Leurs troupes sont dans tout le pays mais ils n'ont pu trouver personne pour former un gouvernement à leur dévotion.

LE DIKTAT

Alors, ils se rabattent sur les dirigeants légaux qu'ils avaient kidnappés. Ils les traînent à Moscou, les font asseoir autour d'un tapis vert et leur dictent un *« accord »* qui avalise l'occupation et qui les oblige à *« normaliser »* la vie dans le pays, c'est-à-dire à restaurer l'ordre pro-soviétique. Ceux-ci sont en position difficile, ils sont prisonniers et soumis au même chantage que celui employé par Hitler vingt-neuf ans plus tôt avec le président tchécoslovaque Hacha : ou bien vous signez ou bien... c'est la guerre civile, le dépècement du pays peut-être... Avec 500 000 soldats et des milliers de tanks en Tchécoslovaquie, le Kremlin a des moyens de pression considérables.

Et les dirigeants tchécoslovaques acceptent finalement de signer ce diktat dans l'espoir de sauver ce qui peut encore être sauvé. Mais dans les faits, c'est une capitulation et une trahison des intérêts nationaux du peuple tchécoslovaque.

LA NORMALISATION

Petit à petit, le social-impérialisme soviétique va pouvoir restaurer dans tous les domaines sa domination en Tchécoslovaquie. La résistance populaire ne désempare pas : en janvier 1969, un jeune étudiant, Jan Palach, s'immole par le feu en plein centre de Prague pour protester contre la poursuite de l'occupation ; fin mars 1969, la victoire de l'équipe tchécoslovaque de hockey-sur-glace au match contre l'URSS est l'occasion de puissantes manifestations contre l'occupant. Mais les dirigeants de Prague font concessions sur concessions, et à chaque concession, le Kremlin répond par une nouvelle demande. En avril 1969, il impose la destitution d'Alexandre Dubcek et son remplacement par un carriériste sans scrupule prêt à la collaboration la plus servile : Gustav Husak.

Progressivement, toute liberté est étouffée, le régime fasciste est restauré entièrement avec tout ce qui l'accompagne : l'appel à la délation, la censure, la répression, les procès en série contre tous ceux qui ne sont pas d'accord.

La Tchécoslovaquie « normalisée », c'est un régime fasciste sur lequel le Kremlin règne sans partage et qui ne tient que par la force de ses tanks et de ses armes.

Car, malgré tous les bâillons qu'on lui met sur la bouche, le peuple tchécoslovaque n'accepte pas plus l'occupation de son pays par Brejnev que celle d'Hitler d'hier. Sa haine de l'occupant s'exprime le plus souvent par la passivité, par le mépris et le silence.

Quand, en juin dernier, Brejnev est venu parader à Prague et a voulu prononcer une allocution à la télévision, à peine avait-il évoqué l'*« amitié entre la Tchécoslovaquie et l'URSS »* que, soudain, plus d'image, plus de son pendant vingt minutes. *« Panne technique »* s'excuse ensuite le speaker.

Jean SHUBERT.



Il y a 10 ans

Les chars russes à Prague

Le 20 août 1968, vers 23 heures, les forces armées de l'Union soviétique et de quatre de ses satellites (Pologne, Allemagne de l'Est, Hongrie, Bulgarie) franchissent les frontières nationales tchécoslovaques et envahissent tout le pays.

Dans la soirée du 20 également, des avions soviétiques spéciaux atterrissent sur l'aéroport de Ruzyne, près de Prague. En sortent des soldats russes en armes qui prennent aussitôt le contrôle de l'aéroport avec l'aide de fonctionnaires de la représentation d'*Aéroflot* à Prague. Aussitôt après, de lourds avions militaires russes atterrissent au rythme d'un par minute et déchargent tanks et soldats.

Et au petit matin, les habitants de Prague sont réveillés par le bruit des chenilles et les rafales de tir. Tous les points stratégiques de la capitale sont progressivement investis par les forces d'occupation. La radio et la télévision sont occupées. Des tanks précédés de voitures diplomatiques de l'ambassade russe à Prague se dirigent vers le siège du Comité central et l'encerclent.

Partout les occupants font la démonstration de leur force brutale. Les tanks défoncent les façades des immeubles, leurs canons mitraillent de nombreux bâtiments historiques comme le Musée national, en haut de la célèbre place Venceslas. Les soldats tirent. Des gens sont écrasés par les chenilles des tanks. Dès 4 heures du matin, le sang coule : un jeune Tchèque s'écroule devant le siège du Comité central, assassiné par une balle russe.

Les dirigeants du Parti et du gouvernement sont kidnappés par les soldats soviétiques qui les traitent comme de vulgaires prisonniers.

Dès le 21 août, plus de deux cent cinquante mille soldats russes et autres occupent tout le pays ; *quelques jours plus tard, ils seront un demi-million* – autant que le corps expéditionnaire américain stationné à la même époque au Vietnam du Sud...

POURQUOI L'AGRESSION ?

Pourquoi les armées des cinq pays « alliés » de la Tchécoslovaquie l'ont-elles envahie ? Qui les a appelées ?

Dès une heure trente du matin, le 21, le Présidium du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque diffuse une déclaration dans laquelle il condamne sans équivoque l'agression dont le pays est victime, en même temps qu'il appelle la population à la non-résistance.

Aucun organisme dirigeant légal du Parti ou de l'État tchécoslovaques n'a appelé l'URSS à envahir le pays.

Alors pourquoi sont-ils venus ?

Dès les premières heures de la matinée du 21, l'occupant diffuse

(Suite pages 29-30-31)